

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 12 NOVEMBRE 1912.

Projet de loi modifiant la composition des chambres des Cours d'appel et portant augmentation du personnel des cours et de certains tribunaux.

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESSIEURS,

Ce n'est pas seulement dans les tribunaux de première instance que l'on constate l'encombrement des rôles. Les cours d'appel n'ont guère moins de peine à suffire à leur tâche. A diverses reprises, et en dernier lieu par les lois des 17 août 1903 et 5 mars 1906, il a fallu prendre des mesures en vue de diminuer l'arriéré des affaires pendantes devant la Cour d'appel de Bruxelles. Le tableau suivant reflète l'activité de cette Cour pendant ces dix dernières années :

Cour d'appel de Bruxelles

Affaires civiles.

Années.	Affaires jugées.	Affaires communiquées au ministère public.
1899—1900	670	364
1900—1901	616	337
1901—1902	613	306
1902—1903	605	337
1903—1904	753	412
1904—1905	701	370
1905—1906	710	396
1906—1907	941	472
1907—1908	868	448
1908—1909	805	443
1909—1910	686	379
1910—1911	780	451

Affaires répressives.

Années.	Affaires nouvelles inscrites.	Affaires jugées.	Arrêts rendus par la chambre des mises en accusation.	Affaires jugées par les cours d'assises.
1899—1900 . .	1,768	1,639	619	33
1900—1901 . .	1,586	1,652	630	53
1901—1902 . .	1,694	1,433	690	45
1902—1903 . .	1,825	1,691	544	37
1903—1904 . .	1,699	2,086	617	44
1904—1905 . .	1,640	1,760	644	37
1905—1906 . .	1,734	1,698	561	47
1906—1907 . .	1,928	1,930	787	51
1907—1908 . .	1,793	1,655	951	26
1908—1909 . .	1,707	1,818	1,085	45
1909—1910 . .	1,881	1,923	964	45
1910—1911 . .	2,084	1,967	1,072	33

Un coup d'œil sur ces chiffres nous fait faire une première constatation, tout à fait évidente. Deux fois, au cours de cette décade d'années, le nombre des affaires jugées par la cour s'est relevé très brusquement : dans l'année judiciaire 1903-1904 et dans l'année judiciaire 1906-1907. Comparant les chiffres de la première à ceux de l'année judiciaire 1902-1903 qui l'a précédée, nous voyons le nombre des affaires civiles jugées par la cour monter de 605 à 755, celui des affaires communiquées au ministère public de 337 à 412. Pour les affaires répressives, le bond est encore plus considérable : de 1691 à 2086. Enfin, le nombre des arrêts rendus par la chambre des mises en accusation passe de 544 à 617.

La comparaison entre les chiffres des années judiciaires 1905-1906 et 1906-1907, accuse un phénomène semblable : le nombre des jugements civils monte de 710 à 941, celui des affaires communiquées au ministère public de 396 à 472, celui des jugements répressifs de 1,698 à 1,930, celui enfin des arrêts rendus par la chambre des mises en accusation de 561 à 787. S'il résulte de ces chiffres que les lois de 1903 et de 1906 ont produit des résultats sérieux, il en faut conclure aussi que ces résultats n'ont pourtant pas été suffisants. Il a fallu recommencer, en 1906, l'œuvre de 1903. De plus, depuis 1906, malgré toute l'activité de la Cour, la progression des affaires répressives est telle, que l'arriéré correctionnel ne peut manquer de se reformer à bref délai : déjà dans l'année judiciaire 1907-1908, 1,793 nouvelles affaires pénales ont été inscrites, tandis que 1,655 seulement ont été jugées ; en 1910-1911, 2,084 affaires sont portées au rôle, et la Cour n'en juge que 1,967. A ce compte, il est évident que la Cour sera bientôt débordée et que le législateur devra venir à son secours par une nouvelle loi spéciale, permettant d'apurer l'arriéré correctionnel.

La situation n'est guère meilleure aux cours d'appel de Liège et de Gand. Si l'on songe que le personnel de ces cours n'a plus été modifié depuis 1881, la seule augmentation de la population fera comprendre combien a dû s'aggraver la besogne qui leur incombe.

Du reste, les chiffres établissent que la progression des affaires est sensible en matière civile, et qu'elle est énorme en matière répressive. Pour ne remonter qu'à vingt ans, à la Cour d'appel de Liège, en 1890-1891, il a été jugé 285 affaires civiles et 455 affaires pénales, contre 340 affaires civiles et 1,196 affaires pénales, en 1910-1911; à la Cour d'appel de Gand, il a été jugé 125 affaires civiles et 549 affaires pénales, en 1890-1891, contre 179 affaires civiles et 1,208 affaires pénales, en 1910-1911. Le cours naturel des choses ne peut manquer d'amener une nouvelle progression des affaires. Il y a là une marée, tantôt forte, tantôt faible, qui parfois même semble un peu en recul, mais qui finit toujours par monter, et monter encore. On peut s'en rendre compte par l'examen des tableaux suivants, qui n'ont trait qu'à ces dix dernières années :

Cour d'appel de Liège.

Affaires civiles.

Années.	Affaires jugées.	Affaires communiquées au ministère public.
1899—1900 . . .	276	147
1900—1901 . . .	302	168
1901—1902 . . .	292	168
1902—1903 . . .	294	164
1903—1904 . . .	288	165
1904—1905 . . .	292	163
1905—1906 . . .	302	175
1906—1907 . . .	327	192
1907—1908 . . .	311	176
1908—1909 . . .	310	185
1909—1910 . . .	323	192
1910—1911 . . .	340	219

Affaires répressives.

Années.	Affaires nouvelles introduites.	Affaires jugées.	Arrêts rendus par la chambre des mises en accusation.	Affaires jugées par les cours d'assises.
1899—1900 . .	843	853	150	21
1900—1901 . .	834	812	155	17
1901—1902 . .	859	844	221	26
1902—1903 . .	936	956	179	13
1903—1904 . .	1,191	1,194	175	26
1904—1905 . .	858	841	164	14
1905—1906 . .	1,105	1,060	139	30
1906—1907 . .	884	925	161	23
1907—1908 . .	980	996	188	17
1908—1909 . .	1,091	1,090	247	18
1909—1910 . .	1,022	1,026	292	12
1910—1911 . .	1,201	1,196	272	20

Cour d'appel de Gand.*Affaires civiles.*

Années.	Affaires jugées.	Affaires communiquées au ministère public.
1899—1900 . . .	134	85
1900—1901 . . .	143	83
1901—1902 . . .	142	103
1902—1903 . . .	176	118
1903—1904 . . .	182	107
1904—1905 . . .	166	113
1905—1906 . . .	215	152
1906—1907 . . .	203	129
1907—1908 . . .	187	121
1908—1909 . . .	215	136
1909—1910 . . .	191	121
1910—1911 . . .	179	106

Affaires répressives.

Années.	Affaires nouvelles jugées.	Affaires jugées.	Arrêts rendus par la chambre des mises en accusation.	Affaires jugées par les Cours d'assises.
1899—1900 . .	1,000	986	226	38
1900—1901 . .	976	989	186	51
1901—1902 . .	1,012	998	199	29
1902—1903 . .	954	931	190	32
1903—1904 . .	1,104	1,050	188	26
1904—1905 . .	1,065	1,143	232	26
1905—1906 . .	1,031	1,053	154	23
1906—1907 . .	1,189	1,104	168	12
1907—1908 . .	1,012	937	148	15
1908—1909 . .	1,109	983	90	33
1909—1910 . .	1,020	1,196	222	28
1910—1911 . .	1,145	1,208	214	16

Enfin, il ne faut pas perdre de vue que les lois votées pour favoriser la liquidation de l'arriéré judiciaire des juridictions de première instance peuvent avoir pour conséquence, au moins passagère, d'encombrer la juridiction d'appel. Il y a quelque temps à peine M. Jouvencau, l'ancien premier président de la Cour d'appel de Bruxelles, signalait que la création de nouvelles chambres dans les tribunaux importants de première instance et de commerce doit nécessairement avoir pour résultat, tout en désencombrant ces tribunaux, d'augmenter considérablement le nombre des causes d'appel. « Des mesures législatives, écrivait-il, paraissent donc devoir s'imposer à brève échéance. Il faudra ou bien augmenter notre personnel, ce qui n'est pas désirable, notre corps judiciaire n'étant déjà que trop nombreux, ou bien modifier radicalement la composition de nos chambres civiles, en les formant de trois magistrats siégeant avec deux suppléants, ce qui, avec notre personnel actuel, nous donnerait dix chambres au lieu de huit. »

Ces considérations sont fort justes. La situation que nous venons d'exposer ne comporte que deux remèdes : ou bien créer des places, de façon à pouvoir former de nouvelles chambres : ou bien réorganiser la composition des chambres, de façon à augmenter l'effet utile de l'activité de la Cour. Le premier moyen n'est qu'un palliatif. Il impose au trésor des charges sans cesse renaissantes. En ce qui concerne la Cour de Bruxelles, il a été appliqué, pour la dernière fois, par la loi du 5 mars 1906. Mais déjà l'exposé des motifs de cette loi envisageait la réduction de cinq à trois du nombre des conseillers siégeant aux audiences civiles et l'appelaient une « innovation qui sera vraisemblablement la réforme de l'avenir ».

Dans le but de réaliser cette réforme, le Gouvernement a préparé un avant-projet de loi. La Commission de désencombrement judiciaire, instituée en 1903 auprès du département de la Justice à laquelle cet avant-projet a été soumis, l'a adopté, en y apportant quelques modifications, dont vous trouverez le détail dans le rapport annexé au présent document. C'est le projet de la Commission, amendé sous certains rapports, que j'ai l'honneur de soumettre à vos délibérations.

* * *

Depuis 1876, la question de la réduction du nombre des magistrats composant les chambres des Cours d'appel a été discutée à diverses reprises, au sein du Parlement.

Il sera inutile de rappeler ici toutes les considérations qui ont été développées au cours de ces débats. D'une façon générale, on peut dire que les adversaires de la réforme ont fait valoir la garantie du nombre, la tradition, la belle ordonnance de la « pyramide renversée » aux degrés construits selon le rythme 1-3-5-7, le prestige de la justice, l'autorité des arrêts vis-à-vis du public et des juges inférieurs. Les partisans de la réforme ont répondu avec beaucoup de raison que la garantie essentielle d'une bonne justice se trouve bien moins dans le nombre des juges appelés à statuer que dans leur science, leur intelligence, leur expérience, leur maturité d'esprit. Les conditions auxquelles est soumise la nomination des membres des cours d'appel assurent à ceux-ci, sous ces divers rapports, une incontestable supériorité sur les magistrats des juridictions de première instance. Dès lors, s'ils statuent au même nombre que les juges du premier degré, leur décision n'en garde pas moins une autorité plus considérable. On a même soutenu que plus un collège est nombreux, moindre est le nombre de ses membres qui s'occupent réellement de l'affaire soumise au collège, et cela à cause de la division de la responsabilité. Sans aller jusque-là, on peut croire que la garantie du nombre devient superflue, du moment que les garanties d'aptitude sont réunies. Il est parfaitement admissible que trois délassent l'œuvre de trois, si les premiers doivent être réputés plus savants, plus expérimentés que les seconds, et si, d'ailleurs, quand l'affaire leur est soumise, elle est déjà plus complètement instruite, déjà tranchée par un jugement motivé, de telle manière que les éléments de la solution sont mis en relief avec plus de netteté.

Au surplus, l'expérience est faite. Des lois successives ont réduit à trois le nombre des conseillers composant les chambres des cours d'appel appelées à statuer en matière électorale, en matière répressive et en matière de milice. Nul n'a jamais songé à soutenir que les arrêts rendus en ces causes fussent inférieurs aux décisions des chambres composées de cinq conseillers. Spécialement en matière pénale, depuis plus de vingt ans que la réforme a été réalisée, on peut dire qu'elle n'a donné que d'excellents résultats. La seule constatation de ce fait a plus de poids que les plus belles considérations théoriques.

Vainement allèguerait-on que les affaires répressives ne peuvent être assimilées aux affaires civiles, qui soulèvent souvent les questions les plus délicates et les plus difficiles à trancher. S'il est vrai que les causes civiles sont parfois plus complexes, les causes pénales mettent en jeu les plus graves intérêts de l'homme. Comme le disait M. Picard, dans son rapport au Sénat sur une proposition de loi de M. Lejeune (séance du 23 mars 1898, document n° 49), « on ne comprendrait pas pour quelle raison, s'il y avait un inconvénient à juger au nombre de trois, les intérêts des parties en matière pénale devraient être moins bien sauvegardés qu'en matière civile ».

La commission de désencombrement judiciaire s'est ralliée à l'unanimité au principe de la réforme, inscrit dans la disposition destinée à remplacer l'article 84 de la loi du 18 juin 1869.

Toutefois, comme pour dissiper les derniers scrupules des adversaires de la rédaction, elle a proposé de donner aux justiciables une garantie nouvelle, en étendant l'intervention du ministère public à celles des causes civiles qui étaient, jusqu'ici, non-communicables. D'après l'article 84bis, alinéas 1 et 2, de l'avant-projet de la commission, l'avis du ministère public est rendu obligatoire devant les cours d'appel en toutes matières, sauf en matière électorale.

Le Gouvernement n'a pas cru devoir se rallier à cette proposition. Dans les causes où l'intervention du ministère public paraît spécialement utile, il appartient aux magistrats du parquet général, en vertu de la législation actuelle, de demander communication du dossier. En étendant obligatoirement cette intervention à toutes les causes civiles, il serait à craindre que l'expédition des affaires n'en fût considérablement retardée et la besogne des parquets accrue au point de ne pas leur permettre d'étudier avec la maturité nécessaire les avis qu'ils sont appelés à donner.

En ce qui regarde les causes électorales, la Commission a même dépassé les propositions du Gouvernement. Elle a estimé que l'on pourrait les déférer sans inconvénient au jugement d'un seul conseiller.

A l'appui de cette thèse on peut assurément alléguer des raisons sérieuses. Mais le Gouvernement a estimé que le moment n'était pas venu de la proposer.

Il est à remarquer que, dans le texte nouveau proposé par le Gouvernement, l'article 80 ne contient plus aucune stipulation touchant la répartition des affaires entre les diverses chambres. Cette matière sera dorénavant réglée dans l'ordre de service prévu aux articles 208 et 209 de la loi d'organisation judiciaire. Cela résulte et de la disparition des dispositions exceptionnelles insérées jusqu'à présent dans l'article 80, et du maintien de la règle générale inscrite à l'article 208. L'alinéa 1^{er} de cet article vise l'ordre de service établi « dans chaque tribunal et dans chaque cour », et l'alinéa 2 stipule que cet ordre de service contiendra notamment les dispositions concernant « l'attribution à chacune des chambres des affaires qu'elle a à juger ».

Le retour à la règle de l'article 208 se justifie, en théorie, par la considération que la répartition dont il s'agit rentre assurément, de sa nature, dans les attri-

butions du pouvoir réglementaire. En fait, le système nouveau ne peut manquer de donner plus de souplesse à cette répartition. La division des chambres en deux groupes, civil et correctionnel, est essentiellement provisoire. Les circonstances changent et réclament vite un groupement nouveau. Tandis que, sous l'empire de l'ancien article 80, on se heurtait dans ce cas à la nécessité d'une réforme législative, il suffira dorénavant de remanier un simple règlement approuvé par arrêté royal. Du reste, des arrêtés royaux ont déjà été pris conformément aux articles 208 et 209, en vue de déterminer les attributions dévolues à chaque chambre : ce sont les arrêtés royaux des 1^{er} décembre 1881, 6 décembre 1881 et 21 décembre 1881, qui règlent respectivement pour les Cours de Bruxelles, de Gand et de Liège les attributions des diverses chambres.

Le nouvel article 80, étant muet sur les attributions des diverses chambres, ne doit pas disposer davantage pour la chambre des mises en accusation. Pareille disposition était nécessaire dans la loi de 1869 et les lois consécutives, parce qu'elles fixaient elles-mêmes les attributions des diverses chambres. Mais elle ne se conçoit plus, du moment que la dévolution de ces attributions est confiée au règlement de service. Celui-ci pourra d'ailleurs abandonner au premier président le choix de la chambre des mises en accusation. Le dernier alinéa de l'article 80 de la loi actuellement en vigueur n'a donc plus de raison d'être.

Enfin, l'adoption du principe nouveau appelle une certaine modification de l'article 85. Il va de soi, en effet, que la répartition des affaires n'étant plus déterminée par la loi, la désignation spéciale des chambres appelées à juger sur renvoi n'est plus possible. Le projet du Gouvernement se borne à stipuler en général que les audiences solennelles seront composées de deux chambres réunies, désignées et présidées par le premier président. A la rigueur une chambre correctionnelle pourrait être désignée, puisque les magistrats de cette chambre sont aussi compétents que les autres pour juger les affaires civiles, dont ils peuvent d'ailleurs être chargés exceptionnellement en vertu de l'article 81.

Il a fallu réduire en conséquence le nombre des membres dont se compose l'audience solennelle. La législation actuelle exige, y compris le président, onze membres ; soit un magistrat de plus que les dix conseillers formant le siège de deux chambres réunies. Par application du même principe, ce nombre a été réduit à sept, puisque chaque chambre ne peut désormais juger qu'au nombre fixe de trois conseillers.

La généralisation de la règle inscrite dans l'article 84, auparavant adoptée par diverses lois particulières, entraîne la suppression des dispositions légales relatives à la division des chambres des Cours d'appel en sections (art. 2). Il semble inutile de viser spécialement, comme le fait l'article 6 de l'avant-projet de la commission, certaines dispositions des lois électorales et de la loi de milice. L'article 2 abroge, en outre, comme corollaire de la règle nouvelle, les dispositions ajoutées par la loi du 4 septembre 1891 à l'alinéa 2 de l'article 217 de la loi du 18 juin 1869 sur l'organisation judiciaire.

Le texte primitif de l'article 2 abrogeait de même la disposition ajoutée

par la loi du 4 septembre 1891 à l'article 140 de la loi d'organisation judiciaire. Le Gouvernement estime préférable de renoncer à cette partie de ses propositions.

Sans doute, le maintien de l'article 2 de la loi du 4 septembre 1891 consacre un certain manque de concordance entre la matière civile et la matière pénale, puisque les affaires civiles peuvent être tranchées par la Cour à la simple majorité, tandis que l'unanimité des membres est réclamée pour prononcer ou aggraver une condamnation pénale. Mais cette différence se justifie aisément. Remarquons bien que la différence n'existe pas, lorsqu'il s'agit, non pas de prononcer une condamnation ou d'aggraver la peine, mais au contraire de prononcer un acquittement ou de diminuer la peine. Dans ce cas, la Cour peut statuer à la simple majorité, absolument comme en matière civile. Nous voyons par là que c'est une raison d'humanité qui a fait prévaloir la nécessité de l'unanimité, dans les cas où il s'agit de rendre une décision défavorable à l'inculpé. Quelles que soient les opinions particulières sur la valeur de cette règle, il faut reconnaître à coup sûr qu'elle s'inspire de l'esprit de générosité de notre législation. Il y a, du reste, d'autres dispositions conçues dans le même esprit. Tel est l'article 118 de la loi du 18 juin 1869, qui, après verdict affirmatif du jury sur le fait principal, mais verdict rendu à la simple majorité, oblige les juges à délibérer sur le même point, et qui stipule que, dans ce cas, pour que l'accusé puisse être condamné, il faut que la majorité de la Cour se réunisse à la majorité du jury.

Le Gouvernement propose d'ajouter à l'article 2 un alinéa 2, ayant pour objet de donner au premier président le droit de former des sections de trois conseillers, chargées des affaires électorales, des causes relatives à la formation des listes des élections pour les tribunaux de commerce et pour les conseils de prud'hommes, ainsi que des affaires déferées à la Cour en vertu de la loi de milice. L'importance du texte proposé réside surtout dans la dernière phrase, prévoyant que les membres des sections pourront être choisis au sein de plusieurs chambres. De cette façon tous les magistrats pourront se consacrer au jugement des diverses catégories d'affaires énumérées ci-dessus. Au contraire, sans le correctif de l'alinéa 2, l'application de l'article 2 immobiliserait, à ce point de vue spécial, un magistrat par chambre correctionnelle et deux magistrats par chambre civile.

La réduction du nombre des conseillers appelés à statuer permet, par voie de conséquence, de réduire le personnel de chaque chambre. Le Gouvernement avait proposé de composer chacune des chambres de 4 conseillers (art. 82). La Commission n'a pas adopté cette règle uniforme.

Pour les chambres correctionnelles, le nombre de quatre conseillers lui a paru suffisant, et même susceptible d'être réduit, à titre exceptionnel, au minimum de trois. Mais d'autre part, elle a jugé que l'expérience faite depuis 1905 démontre que, tout au moins à Bruxelles, il ne suffit pas, pour le bon fonctionnement de la Justice, d'un seul conseiller supplémentaire dans les chambres civiles. Elle a donc proposé de composer chacune des chambres civiles de cinq conseillers.

Sur un autre point, la Commission s'est écartée des vues du Gouvernement. Elle a estimé qu'un avocat général doit être attaché à chacune des chambres, tant correctionnelles que civiles (article 82, alinéa dernier).

Par application de la règle du nouvel article 82, le nombre des chambres se trouvera sensiblement augmenté. Il sera porté de huit à onze à Bruxelles, de quatre à six à Liège, de trois à cinq à Gand.

*
* *

La nouvelle organisation des Cours d'appel implique la création de quelques nouveaux sièges. C'est l'objet de l'article 3.

Le nombre des présidents de chambre est augmenté de deux à Bruxelles, à Liège et à Gand.

En ce qui concerne la Cour d'appel de Bruxelles, il est à remarquer que cette création de deux nouveaux sièges de présidents de chambre n'aura pas pour effet de maintenir la concordance établie par la loi du 18 août 1907, entre le nombre des chambres dont la Cour se compose et le chiffre des premiers présidents et présidents de chambre. Pourtant la Commission n'a pas entendu enlever au premier président la faculté de ne pas siéger, quand il le juge opportun. Mais pour pourvoir, le cas échéant, à son remplacement, il lui a paru préférable de créer une nouvelle place de conseiller, plutôt qu'un nouveau siège de président de chambre. C'est à la province d'Anvers que reviendra le droit de présentation à cette nouvelle place (art. 4.) Cela résulte des calculs qui ont été faits d'après la base adoptée depuis 1895, c'est-à-dire, d'après le nombre des magistrats de première instance.

L'adoption de l'article 82, alinéa dernier, entraîne la création de deux nouveaux sièges d'avocat général à chacune des cours d'appel de Bruxelles, de Liège et de Gand. Indépendamment même de la réforme qui fait l'objet du projet de loi, la création d'un nouveau siège d'avocat général à chacune de nos Cours d'appel était jugée nécessaire par le Gouvernement. Il en avait d'ailleurs fait la proposition dans l'article 2 du projet de loi du 14 mars 1912, devenu caduc par suite de la dissolution des Chambres.

De plus, un nouveau siège de substitut du Procureur général est créé à la Cour d'appel de Bruxelles. Depuis la loi du 28 mars 1877, le nombre des substituts du procureur général est fixé à trois pour le parquet de la Cour de Bruxelles.

Si le nombre des avocats généraux a été augmenté en même temps que celui des Chambres, cette augmentation du personnel n'a guère eu d'influence sur le service proprement dit du parquet, lequel incombe à peu près exclusivement aux substituts du procureur général. De plus, ceux-ci ont été appelés fréquemment à remplacer à l'audience civile ou correctionnelle, les avocats généraux malades ou empêchés par d'autres services.

Un seul chiffre, — que j'emprunte à une lettre de M. le Procureur général, — vous fera sentir combien le travail intérieur du parquet a augmenté depuis 1877, et comprendre du même coup combien il est nécessaire d'augmenter d'une unité le nombre des substituts chargés de ce service.

En 1877, le nombre des pièces à l'entrée et à la sortie a été respectivement de 19,926 et 20,641; en 1904, le nombre s'est élevé à 53,245 et 72,263, et en 1911, aux chiffres énormes de 68,443 et 90,098.

Le Gouvernement s'était pareillement décidé à faire droit aux demandes que MM. les Procureurs généraux ont renouvelées à diverses reprises, en vue d'obtenir la création d'un nouveau siège d'avocat général aux Cours d'appel de Liège et de Gand. Les chiffres cités plus haut et montrant particulièrement la progression accablante des affaires répressives, fournissent la meilleure justification de la nécessité d'augmenter le personnel des parquets généraux de Liège et de Gand, qui n'a plus été majoré depuis 1881.

Enfin, l'article 5 du projet crée une troisième place d'avocat général à la Cour de cassation. Ici aussi le Gouvernement se borne à reproduire une proposition déjà faite (article 1^{er} du projet de loi du 14 mars 1912). Cette mesure s'impose. Le parquet général est toujours réduit au même personnel qu'au moment de l'organisation de la Cour, en 1832, il va y avoir quatre-vingts ans. Depuis cette époque, la population du royaume s'est plus que doublée; le nombre des chambres correctionnelles a été augmenté dans presque tous les tribunaux; la mise au point des lois nouvelles est devenue de plus en plus difficile; la multiplicité des entreprises commerciales, le régime des sociétés anonymes, la législation sociale, les affaires fiscales, ont fait naître une série de questions compliquées.

En envisageant l'activité de la Cour de cassation aux deux périodes extrêmes de son existence, nous constatons que la moyenne des neuf premières années était de 129 affaires, tandis que celle des neuf dernières s'élève à 580, c'est-à-dire à plus de quatre fois autant. De pareils chiffres se passent de commentaire. Quels que soient le dévouement et le talent déployés par les magistrats du ministère public près de la Cour suprême, le moment peut venir où ils fléchiraient sous la tâche trop lourde. En tous cas, leurs fonctions sont trop difficiles et trop importantes pour qu'on puisse réclamer d'eux un surmenage quelconque. Dès lors, il est devenu nécessaire de leur adjoindre un collaborateur nouveau.

Telles sont, Messieurs, les dispositions essentielles que le Gouvernement a l'honneur de soumettre à votre examen. Il espère que la Chambre réservera un accueil favorable à ce projet de loi, qui a pour but de désencombrer nos cours supérieures de justice, sans augmenter leur personnel dans des proportions qui en pourraient compromettre le bon recrutement, et sans aggraver sérieusement nos charges budgétaires.

*
* * *

Les articles 6 et 7 prévoient l'augmentation du personnel de certains tribunaux de première instance.

En reprenant la proposition de créer une sixième chambre au tribunal de première instance d'Anvers, déjà faite dans l'article 3 du projet de loi du 14 mars 1912, le Gouvernement ne fait que déférer au vœu exprimé par la section centrale qui a examiné le Budget de la Justice pour l'exercice 1912.

Cette création se justifie par le nombre toujours croissant des affaires civiles plaidées devant ce tribunal, et par l'importance de l'arriéré qui va augmentant sans cesse. Le chiffre des affaires correctionnelles nouvelles est monté de 3,571, en 1880-1881, à 4,649, en 1910-1911; celui des affaires civiles nouvelles, de 789, en 1880-1881, à 1,754, en 1910-1911. Quant à l'arriéré, nous le voyons passer, pendant la même période, de 746 à 1,157 affaires correctionnelles et de 260 à 2,548 affaires civiles.

Déjà le législateur s'est préoccupé de cette situation. La loi du 18 août 1907 a créé, au tribunal de première instance d'Anvers, deux places de juge; les lois du 5 août 1909 et du 12 août 1911 ont augmenté le personnel du parquet d'un substitut du procureur du Roi.

Le tribunal d'Anvers comprend ainsi, à l'exception d'un vice-président et de deux juges suppléants, le personnel nécessaire pour constituer une chambre complète.

L'article 6 du projet, en créant cette chambre, ne fait que régulariser une situation de fait. Son adoption permettra au tribunal de disposer de tout l'effectif utile pour assurer l'expédition des affaires.

L'article 7 crée au tribunal de première instance de Bruxelles deux nouvelles places de juge, ainsi qu'un nouveau siège de substitut du procureur du Roi. L'une de ces places de juge est créée spécialement en vue de permettre la fondation d'un onzième cabinet d'instruction à Bruxelles. Le besoin s'en fait vivement ressentir. Malgré tout le zèle des magistrats instructeurs pour liquider leur arriéré, le nombre des affaires en instruction s'élevait, le 25 octobre dernier, à 969. L'importance des causes n'est pas moins accablante que leur nombre. C'est ainsi que l'affaire « Gand-Terneuzen » qui vient d'éclater, suffit à elle seule à occuper un magistrat pendant plusieurs mois.

La création de la seconde place de juge se rattache, comme nous le verrons plus loin, à l'application de la nouvelle loi sur la protection de l'enfance. C'est aussi principalement en vue d'assurer l'application sérieuse de cette loi que l'article 7 augmente d'un substitut le parquet du procureur du Roi à Bruxelles. Il est clair, en effet, que, dans un arrondissement judiciaire aussi peuplé, il est bien difficile au magistrat chargé des affaires concernant les enfants de cumuler ce service avec celui du parquet. Du reste, le chiffre des affaires traitées au parquet de Bruxelles suit une progression constante. De 58,728 en 1909, époque de la création de la dernière place de substitut, il est monté à 41,198 en 1911; et les chiffres partiels pour 1912 font prévoir un nouvel accroissement.

L'augmentation du personnel du tribunal de première instance de Huy, ainsi que la création d'une nouvelle place de substitut du procureur du Roi au parquet du tribunal de première instance de Liège, se trouvent justifiées comme suit dans l'exposé des motifs du projet de loi du 14 mars 1912 :

« L'article 4 du projet augmente d'un juge et d'un juge suppléant le personnel du tribunal de première instance du Huy. Le chiffre et l'importance des affaires qui lui sont soumises justifient cette augmentation de personnel, qui a été fréquemment sollicitée au cours de ces dernières années et

» dont la Chambre a été saisie à diverses reprises, lors de la discussion du budget de la Justice.

» Le tribunal de première instance de Huy ne comprend qu'une seule chambre. Son personnel se compose d'un président, de trois juges, d'un procureur du Roi et d'un substitut du procureur du Roi. Il connaît non seulement des affaires civiles et répressives, mais encore des affaires commerciales. Pendant l'année 1910, le tribunal de Huy a rendu 427 jugements correctionnels ; 240 affaires civiles ont été introduites et le tribunal a rendu 180 jugements civils ; 512 affaires commerciales nouvelles ont été inscrites au rôle ; 226 jugements ont été rendus.

» La création d'une place de juge et d'une place de juge suppléant permettra aux juges qui sont surchargés de se faire assister, pour la tenue des enquêtes et pour divers devoirs d'instruction, par un nouveau collègue. Elle facilitera la tenue d'audiences supplémentaires, en vue de faire disparaître un arriéré inquiétant au point de vue de la bonne marche des affaires.

» Quant au parquet du tribunal de première instance de Liège, sa besogne ne cesse de s'accroître, surtout celle de « l'intérieur » qui comprend toutes les affaires ne se rattachant pas directement à une poursuite. Ces affaires ont atteint, en 1911, le chiffre de 3,110. Ne pouvant suffire seul à un pareil travail, M. le procureur du Roi a été obligé d'attacher à son cabinet le substitut nominativement attaché à la 4^e chambre. Le service de ce dernier à la 4^e chambre a été confié à des juges suppléants. Une pareille situation ne pouvant perdurer, il est urgent de créer au tribunal de Liège une nouvelle place de substitut du procureur du Roi. »

* * *

Enfin, en vertu des articles 6 et 7, une nouvelle place de juge est créée aux tribunaux de première instance de Bruxelles, Anvers, Gand, Liège et Charleroi, en vue d'assurer l'exécution plus aisée de la loi du 15 mai 1912, sur la protection de l'enfance. On peut prévoir, en effet, que dans les tribunaux de première instance de première classe, une tâche considérable incombera au « juge des enfants ». Si le personnel de ces tribunaux déjà si occupés ne se trouvait pas augmenté d'une unité, l'application de la loi du 15 mai 1912 pourrait être sinon compromise, du moins, rendue singulièrement difficile.

Le Ministre de la Justice,

II. CARTON DE WIART.



PROJET DE LOI

modifiant la composition des chambres des cours d'appel et portant augmentation du personnel des cours et de certains tribunaux.

Albert,

ROI DES BELGES

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice.

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre de la Justice est chargé de présenter, en Notre nom, aux Chambres législatives le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

Les articles 80, 82, 84 et 85 de la loi du 18 juin 1869, sur l'organisation judiciaire, sont remplacés par les dispositions suivantes :

Art. 80. — La Cour d'appel de Bruxelles est divisée en onze chambres.

La Cour d'appel de Liège est divisée en six chambres.

La Cour d'appel de Gand est divisée en cinq chambres.

Art. 82. Chacune des chambres civiles est composée de cinq conseillers, y compris le président, et d'un greffier-adjoint.

A la Cour d'appel de Bruxelles, la chambre civile à laquelle siège habi-

ONTWERP VAN WET

tot wijziging van de samenstelling van de kamers der Hoven van Beroep en tot vermeerdering van het personeel van de Hoven en van zekere rechtbanken.

Albert,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van Onzen Minister van Justitie,

**WIJ HEBBEN BESLOTEN EN
WIJ BESLUITEN :**

Onze Minister van Justitie is belast met, in Onzen Naam, aan de Wetgevende Kamers het Wetsontwerp aan te bieden waarvan de inhoud volgt :

EERSTE ARTIKEL.

De artikelen 80, 82, 84 en 85 der wet van 18 Juni 1869 op de rechterlijke inrichting zijn door de volgende bepalingen vervangen.

Art. 80. — Het Hof van beroep te Brussel is verdeeld in elf kamers.

Het Hof van beroep te Luik is verdeeld in zes kamers.

Het Hof van beroep te Gent is verdeeld in vijf kamers.

Art. 82. — Elke burgerlijke kamer is samengesteld uit vijf raadsheeren, de voorzitter daaronder begrepen, en uit een toegevoegd griffier.

In het Hof van beroep te Brussel is de burgerlijke kamer, waarin de

tuellement le premier président est composée de six conseillers, y compris ce magistrat, et d'un greffier adjoint.

Les chambres correctionnelles sont composées de trois conseillers au moins, y compris le président, et d'un greffier adjoint.

A chacune des chambres est attaché un avocat général.

Art. 84. Les Cours d'appel ne peuvent juger qu'au nombre fixe de trois conseillers, y compris le président.

Art. 84^{bis}. Les Cours d'appel connaissent sans l'assistance du ministère public des causes qui leur sont déférées en vertu du code électoral et des causes relatives à la formation des listes des électeurs pour les tribunaux de commerce et pour les conseils de prud'hommes.

Art. 84^{ter}. — Les affaires dont les chambres correctionnelles ou les chambres de mise en accusation sont appelées à connaître leur sont distribuées par le premier président, de manière à assurer l'exécution de l'article 17^{bis}, ajouté à la loi du 3 mai 1889 sur l'usage de la langue flamande.

Art. 85. — Les audiences solennelles pour connaître des affaires renvoyées après cassation se composent de deux chambres réunies, désignées et présidées par le premier président.

Elles ne peuvent juger qu'au nombre fixe de sept conseillers, y compris le président.

ART. 2.

Les dispositions légales relatives à la division des chambres des Cours d'appel en sections sont abrogées.

eerste voorzitter gewoonlijk zetelt, samengesteld uit zes raadsheeren, deze magistraat daaronder begrepen, en uit een toegevoegd griffier.

De boetstraffelijke kamers zijn samengesteld uit ten minste drie raadsheeren, de voorzitter daaronder begrepen, en uit een toegevoegd griffier.

Aan iedere kamer is een advocaat generaal verbonden.

Art. 84. — De Hoven van beroep mogen slechts vonnissen met het vast getal van drie raadsheeren, de voorzitter daaronder begrepen.

Art. 84^{bis}. — De Hoven van beroep nemen, buiten bijstand van het openbaar ministerie, kennis van de zaken die vóór hen gebracht worden krachtens het kieswetboek en van de zaken betrekking hebbende op het opmaken van de lijsten van kiezers voor de handelsrechtbanken en voor de werkrechtshraden.

Art. 84^{ter}. — De zaken, waarvan de boetstraffelijke kamers of de kamers van inbeschuldigingstelling kennis zullen hebben te nemen, worden haar door den eersten voorzitter zoo toebedeeld dat de uitvoering verzekerd zij van artikel 17^{bis}, toegevoegd aan de wet van 3 Mei 1889 op het gebruik der Vlaamsche taal.

Art. 85. — De plechtige terechtzittingen ter kennisneming van de na cassatie verzonden zaken, zijn samengesteld uit twee vereenigde kamers, volgensaanwijzing en onder voorzitterschap van den eersten voorzitter.

Zij kunnen slechts vonnissen met het vast getal van zeven raadsheeren, de voorzitter daaronder begrepen.

ART. 2.

De wetsbepalingen, desplitsing van de kamers der Hoven van beroep in afdeelingen betreffende, zijn inge-

Il en est de même des dispositions ajoutées par la loi du 4 septembre 1891 à l'alinéa 2 de l'article 217 de la loi du 18 juin 1869, sur l'organisation judiciaire.

L'ordre de service prévu à l'article 208 de la loi du 18 juin 1869 réglera la formation, par les soins du premier président, d'un certain nombre de sections de trois conseillers, chargées du jugement des causes visées à l'article 84^{bis}, ainsi que des affaires de milice. Les membres d'une section ne devront pas être nécessairement choisis dans une même chambre.

ART. 3.

Le nombre des présidents de chambre est porté de huit à dix à la Cour d'appel de Bruxelles, de trois à cinq à la Cour d'appel de Liège et de deux à quatre à la Cour d'appel de Gand.

Il est créé un nouveau siège de conseiller à la Cour d'appel de Bruxelles, deux nouveaux sièges d'avocat général à chacune des Cours d'appel de Bruxelles, de Liège et de Gand, ainsi qu'un nouveau siège de substitut du procureur général à la Cour d'appel de Bruxelles.

ART. 4.

Les mots « et la cinquantième » sont remplacés par les mots « la cinquantième et la cinquante-troisième » à l'article 70, alinéa 2, de la loi du 18 juin 1869, tel qu'il est modifié par la loi du 5 mars 1906.

ART. 5.

L'article 121 de la loi du 18 juin 1869 est remplacé par la disposition suivante :

« Les fonctions du ministère public sont exercées à la Cour par un procureur général et trois avocats généraux. »

trokken. Dit geldt eveneens voor de bepalingen, bij wet van 4 September 1891 toegevoegd aan het 2^{de} lid van artikel 217 der wet van 18 Juni 1869 op de rechterlijke inrichting.

Bij het in artikel 208 der wet van 18 Juni 1869 voorziene dienstreglement zal worden geregeld het vormen, door de zorg van den eersten voorzitter, van een zeker getal afdelingen van drie raadsheeren, ter beslechting van de bij artikel 84^{bis} bedoelde zaken alsmede van de militiezaken. De leden eener afdeling moeten niet noodzakelijk uit eene zelfde kamer gekozen worden.

ART. 5.

Het getal der kamervoorzitters wordt in het Hof van beroep te Brussel van acht tot tien, in het Hof van beroep te Luik van drie tot vijf en in het Hof van beroep te Gent van twee tot vier opgevoerd.

In het Hof van beroep te Brussel is eene nieuwe plaats van raadsheer, bij ieder der Hoven van beroep te Brussel, Luik en Gent zijn twee nieuwe plaatsen van advocaat generaal, en bij het Hof van beroep te Brussel is eene nieuwe plaats van substituut-procureur generaal opgericht.

ART. 4.

De woorden « en de vijftigste » zijn door de woorden « de vijftigste en de drie en vijftigste » vervangen in artikel 70, tweede lid, der wet van 18 Juni 1869, zooals dit werd gewijzigd bij wet van 5 Maart 1906.

ART. 5.

Artikel 121 der wet van 18 Juni 1869 is door de volgende bepaling vervangen :

« Het ambt van openbaar ministerie wordt bij het Hof waargenomen door een procureur generaal en drie advocaten generaal. »

ART. 6.

Il est créé une sixième chambre au tribunal de première instance d'Anvers.

Le personnel de ce tribunal est augmenté d'un vice-président, d'un juge et de deux juges suppléants.

ART. 7.

Le personnel du tribunal de première instance de Bruxelles est augmenté de deux juges et d'un substitut du procureur du Roi; celui du tribunal de première instance de Liège, d'un juge et d'un substitut du procureur du Roi; celui du tribunal de première instance de Huy, d'un juge et d'un juge suppléant; celui des tribunaux de première instance de Gand et Charleroi, d'un juge.

Donné à Bruxelles, le 11 novembre 1912.

ART. 6.

Eene zesde kamer is opgericht bij de rechtbank van eersten aanleg te Antwerpen.

Het personeel van deze rechtbank is met één ondervoorzitter, één rechter en twee plaatsvervangende rechters vermeerderd.

ART. 7.

Het personeel der rechtbank van eersten aanleg te Brussel is vermeerderd met twee rechters en één substituit-procureur des Konings; het personeel der rechtbank van eersten aanleg te Luik met één rechter en één substituit-procureur des Konings; het personeel der rechtbank van eersten aanleg te Hoei met één rechter en één plaatsvervangend rechter; het personeel der rechtbanken van eersten aanleg te Gent en Charleroi met één rechter.

Gegeven te Brussel, den 11ⁿ November 1912.

ALBERT.

Par le Roi :
Le Ministre de la Justice,

Van 's Konings wege :
De Minister van Justitie :

H. CARTON DE WIART.



RAPPORT

sur l'avant-projet de loi modifiant la composition des chambres des Cours d'appel et sur les propositions de la Commission.

MONSIEUR LE MINISTRE,

La Commission instituée pour étudier les moyens de désencombrer les cours et tribunaux et de supprimer l'arriéré judiciaire a examiné et discuté l'avant-projet que vous avez soumis à ses délibérations (1).

Elle s'est ralliée, à l'unanimité, à la règle suivant laquelle les Cours d'appel siègent et statuent au nombre fixe de trois conseillers.

L'expérience de ce système, commencée en 1878 en matière électorale, poursuivie en 1891 en matière correctionnelle, lui a paru en avoir consacré la base, y avoir habitué les justiciables et n'avoir point présenté les inconvénients que ses adversaires redoutaient. Elle a estimé, d'ailleurs, impossible d'augmenter indéfiniment le nombre des membres des Cours d'appel et de recruter, si cette augmentation était admise, leur personnel parmi des magistrats de valeur et de haute capacité. La Commission a pensé toutefois qu'il conviendrait d'étendre l'intervention du ministère public en matière civile et de renforcer ainsi les garanties auxquelles les justiciables ont droit pour obtenir à la fois bonne et prompt justice. Dans ce but, elle vous propose de rendre l'avis du ministère public obligatoire devant les Cours d'appel en toutes matières, sauf en matière électorale. Ce contrôle, cet examen préalable du ministère public, qui rentrent dans sa mission et lui permettent de découvrir les manquements à la discipline, ont paru de nature à rendre plus fructueuse l'étude de la cause et meilleure la décision.

L'avant-projet porte que les chambres des Cours d'appel seront composées de quatre conseillers.

La Commission a marqué certaines préférences pour ce mode d'organisation. Mais, à raison des inconvénients pratiques qu'elle a prévus et voulu éviter, pour permettre aussi aux conseillers rapporteurs de faire un examen plus approfondi de l'affaire, elle a cru devoir proposer de composer les

(1) La Commission se compose de MM. Van Iseghem, conseiller à la Cour de cassation, président, Campioni, président du tribunal de police de Bruxelles, Charles, conseiller à la Cour de cassation, De Lannoy, professeur à l'Université de Gand, Huytens de Terbecq, procureur du Roi à Liège, Remy, directeur général au ministère de la justice, Servais, conseiller à la Cour de cassation, Steyaert, président du tribunal de 1^{re} instance de Gand, Van Dievoet, avocat à la Cour de cassation.

chambres civiles de 5 conseillers et les chambres correctionnelles de 3 conseillers au moins, y compris le président. Dans ce système, la Cour de Bruxelles qui se compose de 52 membres, aurait 8 chambres civiles ($8 \times 5 = 40$) et 3 chambres correctionnelles ($3 \times 4 = 12$); la Cour de Liège, qui se compose de 27 membres, aurait 3 chambres civiles ($3 \times 5 = 15$) et 3 chambres correctionnelles ($3 \times 4 = 12$). La Cour de Gand, qui se compose de 21 membres, aurait 2 chambres civiles ($2 \times 5 = 10$) et 3 chambres correctionnelles ($2 \times 4 = 8$); une de celles-ci serait composée de 3 membres, comme le projet le permet.

Le nombre des présidents de la chambre devrait être augmenté de 2 à Bruxelles, à Liège et à Gand. La Commission propose de remettre en concordance le chiffre des premier président et présidents de chambre de la Cour d'appel de Bruxelles avec le nombre des chambres dont cette Cour se compose. L'innovation consacrée par la loi du 18 août 1907, qui a permis au premier président d'être remplacé éventuellement par un président de chambre n'a pas été heureuse. Le premier président n'est pas absorbé par ses fonctions administratives, il siège habituellement à la première chambre et, dès lors, il est inutile de créer une place de président de chambre pour le remplacer éventuellement; un conseiller, au contraire, pouvant remplir les fonctions de président ou celles de conseiller, supplée plus facilement les absents, les malades et les membres empêchés qu'un président de chambre.

Pour maintenir, cependant, la faculté accordée au premier président, par la loi du 18 août 1907, de ne pas siéger quand il le juge opportun, il y aurait lieu de dire que, à la Cour de Bruxelles, la chambre civile, à laquelle siège habituellement le premier président, sera composée de 6 conseillers y compris ce magistrat. Cette composition de la chambre, à laquelle est attaché le premier président, entraînera la création d'une place de conseiller à la Cour de Bruxelles. Le droit de présentation à cette place reviendrait à la province de Brabant.

Il y aurait lieu de porter le nombre des avocats généraux à la Cour de Bruxelles de neuf à onze, à la Cour de Gand de trois à cinq, à la Cour de Liège de quatre à six, et de créer une place de substitut du procureur général à Bruxelles. Il a paru désirable à la Commission que le siège du ministère public fût occupé habituellement à l'audience par un avocat général.

La Commission estime qu'il n'y a pas lieu d'obliger le premier président à désigner une chambre correctionnelle pour le service des chambres des mises en accusation; il convient de lui conserver la faculté, que la loi du 17 août 1903 lui a conférée, de désigner dans ce but une chambre civile. La désignation de la chambre correctionnelle amène souvent cet inconvénient de voir les mêmes magistrats, qui ont statué, soit en matière de détention préventive, soit par suite de l'opposition du ministère public, sur le renvoi et la qualification des faits, juger les mêmes affaires au fond.

La Commission émet le vœu de voir insérer dans les règlements de service des cours d'appel une disposition portant que les audiences des chambres des mises en accusation ont lieu à des heures fixes et déterminées, de manière à

ne pas retarder l'ouverture de l'audience correctionnelle ou civile et à soustraire autant que possible, à l'indiscrétion des curieux, que ces audiences attirent toujours, les détenus qui attendent le moment de comparaître en chambre du conseil.

La Commission propose d'ajouter à l'article 80 un alinéa ainsi conçu : « La troisième chambre de la Cour d'appel de Gand et la quatrième chambre de la Cour d'appel de Liège connaissent, en dehors des causes correctionnelles, des affaires civiles, qui leur seront distribuées par le premier président, conformément à l'alinéa 1^{er} de l'article 81. »

La Commission, en proposant cette application spéciale de la disposition de l'article 81 de la loi du 18 juin 1869, croit devoir signaler que, dans sa pensée, ce texte nouveau a pour but de faire en réalité, de ces deux chambres correctionnelles des chambres mixtes. Elle n'entend nullement porter atteinte au droit reconnu au premier président, par l'article 81, de distribuer des causes civiles à d'autres chambres correctionnelles, ni modifier la disposition, ajoutée à l'article 81 par l'article 2 de la loi du 17 août 1903, relativement aux audiences supplémentaires prescrites lorsqu'il se produit un arriéré.

Il y aurait lieu de rédiger l'article 84*bis* dans les termes suivants : « Les Cours d'appel connaissent, sans l'assistance du ministère public, des causes qui leur seront déférées en vertu du Code électoral et des causes relatives à la formation des listes des électeurs pour les tribunaux de commerce et pour les conseils de prud'hommes.

Dans toutes les autres matières, où le ministère public n'est point partie principale et n'exerce pas l'action publique, la cause est communiquée par la Cour d'appel au ministère public, qui donne oralement, à l'audience, un avis motivé dans les quinze jours au plus tard, après la clôture des débats. »

C'est à dessein que la Commission a maintenu l'intervention du ministère public dans les affaires de milice. M. le procureur général à la Cour de cassation a relevé récemment à une des audiences de cette Cour que les arrêts des Cours d'appel étaient cassés plus souvent depuis que l'intervention du parquet avait été supprimée en cette matière par la loi du 17 mai 1910.

C'est intentionnellement aussi que la Commission maintient l'assistance du ministère public dans les causes relatives aux demandes d'annulation pour irrégularités graves, des élections des membres des tribunaux de commerce et des conseils de prud'hommes.

L'importance de ces réclamations qui tiennent à l'organisation des juridictions, justifie l'intervention du ministère public et le jugement de ces affaires par trois conseillers.

Quant aux audiences solennelles, comme les chambres civiles devront être composées désormais de cinq conseillers, il a paru à la Commission suffisant d'adjoindre à la première chambre une des chambres civiles et logique de réduire à neuf le nombre des magistrats appelés à siéger. Pour la Cour de Gand toutefois, il ne peut être question d'adjoindre la troisième chambre à la première, cette Cour continuant à n'avoir que deux chambres civiles.

L'abrogation des dispositions législatives relatives à la division des cham-

bres de la Cour d'appel en sections, est la conséquence de l'adoption du principe nouveau du projet de loi. Cette abrogation amène la disparition des dispositions ajoutées par la loi du 4 septembre 1891 aux articles 140 et 217 de la loi du 18 juin 1869. En décider autrement amènerait cette conséquence, sous l'empire de la loi nouvelle, qu'aucun changement aux décisions de première instance, même en matière civile et commerciale, ne pourrait être prononcé par les cours d'appel qu'à l'unanimité.

La Commission vous propose, M. le Ministre, d'ajouter une disposition à l'avant-projet, qui lui a été soumis, et d'adopter le principe du juge unique en matière électorale. Le législateur ne fera par là que consacrer une situation, qui existe déjà et depuis longtemps en fait : le conseiller-rapporteur est le véritable et seul juge en matière électorale, ses collègues ne font qu'entériner son avis. Le rapport, fait au nom de la section centrale, sur le budget du ministère de la Justice en 1903, disait déjà : « Il est d'ailleurs évident » qu'il n'y a nul besoin de soumettre à l'examen de trois magistrats de la » Cour d'appel des questions de fait, telles que la date de la naissance ou du » changement de domicile d'un citoyen, le lieu où il possède son principal » établissement, le chiffre des contributions qu'il acquitte ou le revenu » cadastral de ses immeubles, les diplômes dont il est porteur, les fonctions » qu'il a remplies et d'autres questions aussi simples qui composent l'ordinaire des cas soumis à la décision des Cours en matière électorale. »

Il y aurait donc lieu d'ajouter à l'article 84bis nouveau un second et troisième alinéas ainsi conçus :

« Un seul conseiller juge les causes déferées à la Cour d'appel en vertu du Code électoral et celles qui sont relatives à la formation des listes des électeurs pour les tribunaux de commerce et les conseils de prud'hommes.

« Ces causes sont, d'après l'ordre d'entrée, attribuées successivement à chacun des magistrats composant les diverses chambres suivant l'ordre d'ancienneté de ces magistrats à la Cour. Le premier président peut, par une ordonnance motivée, dispenser tous ou une partie des magistrats chargés du service correctionnel ou désignés pour les assises de siéger en matière électorale. Les affaires qui ont un caractère de connexité, dont les pièces ou les procédures sont communes, ou qui soulèvent une question identique, doivent, autant que possible, être renvoyées au magistrat saisi le premier pour y être débattues en même temps.

» Le magistrat désigné pour connaître de la cause ordonnera que celle-ci soit portée au rôle pour être plaidée à l'une des premières audiences. Le rôle des affaires à plaider est affiché au greffe de la Cour. Toute affaire fixée par le magistrat qui doit la juger y est immédiatement inscrite. »

La Commission consultée sur l'opportunité, qu'il y aurait de créer une troisième place d'avocat général à la Cour de cassation, a émis, à l'unanimité, un avis favorable à ce sujet. Elle a constaté, en effet, l'énorme progression des affaires soumises à l'examen du magistrat, qui remplit les fonctions du ministère public, à la seconde chambre de la Cour. Le nombre de celles-ci, qui était en moyenne de 129 environ, pour les années 1832 à 1841, s'élève actuellement en moyenne à 580. La création de la nouvelle place d'avocat

général a paru nécessaire pour laisser aux magistrats du parquet le temps d'étudier convenablement les affaires.

La discussion au sujet de l'augmentation du nombre des magistrats du parquet à la Cour de cassation, a amené la commission à délibérer sur l'utilité qu'il y aurait à mettre les membres de la Cour de cassation sur un pied d'égalité, avec tous les magistrats des Cours d'appel, au point de vue des augmentations quinquennales, prévues par la loi du 21 juillet 1899. Cette loi, en effet, alloue une augmentation de traitement de 300 francs à tout membre de l'ordre judiciaire, après chaque période de magistrature de cinq ans. Elle fait courir cette augmentation à partir de l'entrée en fonctions, sauf pour les membres de la Cour de cassation, pour lesquels cette augmentation n'a son point de départ qu'à partir de leur nomination à cette Cour. Il y a là une restriction injuste, qui n'est justifiée à aucun titre et qui a le très grave inconvénient d'entraver parfois le bon recrutement de la Cour de cassation en ne maintenant pas la différence, qui existait auparavant, entre le traitement initial des membres des Cours d'appel et celui des membres de la Cour de cassation.

La Commission propose, en conséquence, dans le but de favoriser le bon recrutement de la haute magistrature, de supprimer au troisième alinéa de l'article 1^{er} de la loi du 21 juillet 1899 les mots « à cette Cour », de façon que l'article dans sa partie finale porterait : « Au premier président, président de chambre et conseillers de la cour de cassation ; au procureur général et aux avocats généraux près de la Cour de cassation, après chaque période de cinq années de magistrature. »

L'avant-projet serait, à la suite de ces observations rédigé ainsi qu'il suit :

Avant-projet de loi modifiant la composition des chambres des Cours d'appel.

Avant-projet.

ARTICLE PREMIER. — Les articles 80, 82, 84 et 85 de la loi du 18 juin 1869, sur l'organisation judiciaire, sont remplacés par les dispositions suivantes :

« ART. 80. — La Cour d'appel de Bruxelles est divisée en douze chambres. Les neuf premières chambres connaissent des affaires civiles ; les trois dernières chambres connaissent des affaires correctionnelles.

» La Cour d'appel de Liège est divisée en six chambres. Les quatre premières chambres connaissent des

Projet de la Commission.

ARTICLE 1^{er}. — Les articles 80, 82, 84 et 85 de la loi du 18 juin 1869, sur l'organisation judiciaire, sont remplacés par les dispositions suivantes :

ART. 80. — La Cour d'appel de Bruxelles est divisée en onze chambres. Les huit premières chambres, connaissent des affaires civiles ; les trois dernières chambres connaissent des affaires correctionnelles.

La Cour d'appel de Liège est divisée en six chambres. Les trois premières chambres connaissent des

affaires civiles; les deux dernières chambres connaissent des affaires correctionnelles.

» La Cour d'appel de Gand est divisée en cinq chambres. Les trois premières chambres connaissent des affaires civiles; les deux dernières chambres connaissent des affaires correctionnelles,

» Le premier président de chaque Cour désigne, dans l'ordonnance prise en conformité de l'article 194, une ou plusieurs chambres correctionnelles pour remplir les fonctions de chambre des mises en accusation.

» ART. 82. — Chacune des chambres est composée de quatre conseillers au moins, y compris le président, et d'un greffier adjoint.

» A chacune des chambres civiles est attaché un avocat général. A chacune des chambres correctionnelles est attaché un avocat général ou un substitut du procureur général.

» ART. 84. — Les Cours d'appel ne peuvent juger qu'au nombre fixe de trois conseillers, y compris le président.

affaires civiles; les trois dernières chambres connaissent des affaires correctionnelles.

La Cour d'appel de Gand est divisée en cinq chambres. Les deux premières chambres connaissent des affaires civiles, les trois dernières chambres connaissent des affaires correctionnelles.

Le premier président de chaque Cour désigne, dans l'ordonnance prise en conformité de l'article 194, une ou plusieurs chambres pour remplir les fonctions de chambre des mises en accusation.

La troisième chambre de la Cour d'appel de Gand, et la quatrième chambre de la Cour d'appel de Liège connaissent, en dehors des causes correctionnelles, des affaires civiles qui leur sont distribuées par le premier président, conformément à l'alinéa 1^{er} de l'article 81.

ART. 82. — Chacune des chambres civiles est composée de cinq conseillers, y compris le président, et d'un greffier adjoint.

A la Cour d'appel de Bruxelles, la chambre civile à laquelle siège habituellement le premier président, est composée de six conseillers, y compris ce magistrat, et d'un greffier adjoint.

Les chambres correctionnelles sont composées de trois conseillers au moins, y compris le président et d'un greffier adjoint.

A chacune des chambres est attaché un avocat général.

ART. 84. — Les Cours d'appel ne peuvent juger qu'au nombre fixe de trois conseillers, y compris le président.

» ART. 84^{bis}. — Les Cours d'appel connaissent sans l'assistance du ministère public, des causes qui leur sont déférées en vertu du Code électoral, de la loi sur la milice et des causes relatives à la formation des électeurs pour les tribunaux de commerce et pour les conseils de prud'hommes.

ART. 84^{bis}. — Les Cours d'appel connaissent sans l'assistance du ministère public des causes qui leur sont déférées en vertu du Code électoral et des causes relatives à la formation des listes des électeurs pour les tribunaux de commerce et pour les conseils de prud'hommes.

Dans toutes les autres matières, où le ministère public n'est point partie principale et n'exerce point l'action publique, la cause est communiquée par la cour d'appel au ministère public, qui donne, oralement, à l'audience, un avis motivé dans les quinze jours, au plus tard, après la clôture des débats.

Un seul conseiller juge les causes déférées à la Cour d'appel en vertu du Code électoral et celles qui sont relatives à la formation des listes des électeurs pour les tribunaux de commerce et les conseils de prud'hommes.

Ces causes sont, d'après l'ordre d'entrée, attribuées successivement à chacun des magistrats composant les diverses chambres, suivant l'ordre d'ancienneté de ces magistrats à la Cour. Le premier président peut, par une ordonnance motivée, dispenser tous ou une partie des magistrats chargés du service correctionnel ou désignés pour les assises, de siéger en matière électorale. Les affaires qui ont un caractère de connexité, dont les pièces ou les procédures sont communes ou qui soulèvent une question identique, doivent, autant que possible, être renvoyées au magistrat saisi le premier, pour y être débattues en même temps.

Le magistrat désigné pour connaître la cause ordonnera que l'af-

» **ART. 84^{ter}.** — Les affaires dont les chambres correctionnelles ou les chambres des mises en accusation sont appelées à connaître leur sont distribuées par le premier président, de manière à assurer l'exécution de l'article 17^{bis}, ajouté à la loi du 3 mai 1889 sur l'usage de la langue flamande.

» **ART. 85.** — Les audiences solennelles pour connaître des affaires renvoyées après cassation sont tenues, dans chaque Cour d'appel, par la première chambre à laquelle se joignent la deuxième chambre et la troisième chambre.

» Les chambres réunies sont présidées par le premier président et ne peuvent juger qu'au nombre fixe de neuf conseillers, y compris le président. »

ART. 2. — Les dispositions légales relatives à la division des chambres des Cours d'appel en sections sont abrogées. Il en est de même des dispositions ajoutées par la loi du 4 septembre 1891 à l'article 140 et à l'alinéa 2 de l'article 217 de la loi du 18 juin 1869 sur l'organisation judiciaire.

ART. 5. — Le nombre des présidents de chambre est porté de huit à douze à la Cour d'appel de Bruxelles, de trois à cinq à la Cour d'appel de

faire soit portée au rôle pour être plaidée à l'une des premières audiences.

Toute affaire fixée par le magistrat qui doit la juger y est immédiatement inscrite.

ART. 84^{ter}. — Comme à l'avant-projet.

ART. 85. — Les audiences solennelles pour connaître des affaires renvoyées après cassation se composent, pour les Cours de Bruxelles et de Liège, de la première chambre à laquelle s'adjoignent alternativement la deuxième et la troisième chambre, pour la Cour de Gand, des deux chambres civiles de cette Cour.

Les chambres réunies sont présidées par le premier président et ne peuvent juger qu'au nombre fixe de neuf conseillers, y compris le président.

ART. 2. — Comme à l'avant-projet.

ART. 5. — Le nombre des présidents de chambre est porté de huit à dix à la Cour d'appel de Bruxelles, de trois à cinq à la Cour d'appel de

pel de Liège, de deux à quatre à la Cour d'appel de Gand.

Il est créé un nouveau siège d'avocat général à chacune des Cours d'appel de Bruxelles, de Liège et de Gand, ainsi qu'un nouveau siège de substitut du procureur général à la Cour d'appel de Bruxelles.

Liège, de deux à quatre à la Cour d'appel de Gand.

Il est créé un nouveau siège de conseiller à la Cour d'appel de Bruxelles, deux nouveaux sièges d'avocat général à chacune des Cours d'appel de Bruxelles, de Liège et de Gand, ainsi qu'un nouveau siège de substitut du procureur général à la Cour d'appel de Bruxelles.

ART. 4. — Les mots « et la cinquante-deuxième » sont remplacés par les mots « la cinquante-deuxième et la cinquante-troisième » à l'article 70, alinéa 3, de la loi du 18 juin 1869, tel qu'il est modifié par la loi du 17 août 1903.

ART. 5. — L'article 121 de la loi du 18 juin 1869 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Les fonctions du ministère public sont exercées à la Cour par un procureur général et trois avocats généraux. »

ART. 6. — Les articles 103, 104, 105 et 106 de la loi du 12 avril 1894 sont abrogés.

L'article 49^{ter} de la loi sur la milice, modifié par l'article 1^{er} de la loi du 17 mai 1910, est remplacé comme suit :

« Les causes sont, d'après l'ordre d'entrée, attribuées successivement à chacune des chambres de la Cour; toutefois, les affaires qui ont un caractère de connexité, ou qui ont des pièces ou des procédures communes, ou qui soulèvent une question identique, peuvent être renvoyées à la chambre saisie la première pour y être débattues en même temps.

« Le président de la chambre et...
(le reste comme à l'art. 49^{ter}). »

Le Rapporteur,

R. CHARLES.

Le Président,

P. VAN ISEGHEM.

Le Secrétaire,

CH. DE LANNOY.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 12 NOVEMBER 1912.

Wetsontwerp tot wijziging van de samenstelling van de kamers der hoven van beroep en houdende vermeerdering van het personeel van de hoven en van sommige rechtbanken.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN.

Niet alleen in de rechtbanken van eersten aanleg wordt overlading van de rollen vastgesteld. Met evenveel moeite kwijten de hoven van beroep zich van hunne taak. Herhaaldelijk, en het laatst bij de wetten van 17 Augustus 1903 en 5 Maart 1906, zijn maatregelen moeten genomen worden tot bestrijding van den justitieelen achterstand bij het Hof van beroep te Brussel. De volgende tabel biedt u een overzicht aan van de werkzaamheid van dat hof gedurende de laatste tien jaren.

Hof van Beroep te Brussel.

Burgerlijke zaken.

Jaren.	Beslechte zaken.	Zaken waarvan mededeeling werd gedaan aan het openbaar ministerie.
1899—1900 . . .	670	364
1900—1901 . . .	616	337
1901—1902 . . .	613	306
1902—1903 . . .	605	337
1903—1904 . . .	753	412
1904—1905 . . .	701	370
1905—1906 . . .	710	396
1906—1907 . . .	941	472
1907—1908 . . .	868	448
1908—1909 . . .	805	443
1909—1910 . . .	686	379
1910—1911 . . .	780	451

Beteugelende zaken.

Jaren.	Nieuw ingebrachte zaken.	Beslechte zaken.	Arresten door de kamer van inbeschuldigingstelling gewezen.	Door de hoven van assisen beslechte zaken.
1899—1900 . .	1,768	1,639	619	33
1900—1901 . .	1,586	1,652	630	53
1901—1902 . .	1,694	1,433	690	45
1902—1903 . .	1,825	1,691	544	37
1903—1904 . .	1,699	2,086	617	44
1904—1905 . .	1,640	1,760	644	37
1905—1906 . .	1,734	1,698	561	47
1906—1907 . .	1,928	1,930	787	51
1907—1908 . .	1,793	1,655	951	26
1908—1909 . .	1,707	1,848	1,085	45
1909—1910 . .	1,881	1,923	964	45
1910—1911 . .	2,084	1,967	1,072	33

Reeds bij het inkijken van deze cijfers wordt eene eerste zaak ons volkomen duidelijk. Tweemaal, in den loop van deze tien jaren, steeg het getal der door het hof beslechte zaken op zeer bruske wijze : tijdens het rechterlijk jaar 1903-1904 en tijdens het rechterlijk jaar 1906-1907. Bij vergelijking van de cijfers van dit eerste jaar met die van het rechterlijk jaar dat er aan voorafging, bemerken wij dat het getal der door het hof beslechte burgerlijke zaken van 605 tot 753, en het getal der zaken waarvan aan het openbare ministerie mededeeling werd gedaan, van 337 tot 412 gestegen is. Voor de beteugelende zaken is de sprong nog aanzienlijker, van 1691 tot 2086. Ten slotte, het getal der door de kamer van inbeschuldigingstelling gewezen arresten is van 544 tot 617 geklommen. De vergelijking tusschen de cijfers van de rechterlijke jaren 1905-1906 en 1906-1907 geeft eenzelfde verschijnsel te aanschouwen : het getal der burgerlijke vonnissen stijgt van 710 tot 941, dat der zaken, waarvan aan het openbaar ministerie mededeeling werd gedaan, van 396 tot 472, dat der beteugelende vonnissen van 1698 tot 1930, en ten slotte, dat der door de kamer van inbeschuldigingstelling gewezen arresten van 561 tot 787. Volgt uit deze cijfers dat de wetten van 1903 en 1906 ernstige resultaten hebben afgeworpen, er blijkt toch ook uit dat deze resultaten niet afdoende zijn geweest. In 1906 is het werk van 1903 herbegonnen moeten worden. Bovendien zijn ondanks al de werkkraft van het hof, sedert 1906, de beteugelende zaken van jaar tot jaar zoo zeer geklommen dat wij ermede bedreigd zijn, binnen kort weder een achterstand in boetstraffelijke zaken te zien ontstaan : reeds werden in het rechterlijk jaar 1907-1908, 1,793 nieuwe strafzaken ingeschreven, terwijl er slechts 1,655 werden beëindigd; in 1910-1911 zijn 2,084 zaken op de rol gebracht en het hof heeft slechts in 1,967 zaken uitspraak gedaan. Zoo is het duidelijk dat het Hof weldra zal overladen zijn en dat de wetgever hetzelfde

te gemoet zal moeten komen met eene nieuwe bijzondere wet, waarbij de achterstand in boetstraffelijke zaken opgeruimd kunne worden.

De hoven van beroep te Luik en Gent verkeerden in geen beteren toestand. Bedenkt men dat het personeel dezer hoven sedert 1881 onveranderd bleef, dan is reeds uit den aangroei der bevolking te begrijpen hoeveel zwaarder de aan dat personeel opgelegde arbeid moet zijn geworden.

Overigens bewijzen de cijfers dat in burgerlijke zaken eene beduidende stijging telkens plaats heeft, en dat die stijging buitengewoon groot is in betengende zaken. Om slechts tot twintig jaar her op te klimmen, in 1890-1891 werden, in het hof van beroep te Luik, 285 burgerlijke zaken en 435 strafzaken behandeld, tegen 340 burgerlijke en 1196 strafzaken in 1910-1911; in het hof van beroep te Gent werd in 1890-1891 uitspraak gedaan in 123 burgerlijke zaken en 549 strafzaken, tegen 179 burgerlijke zaken en 1208 strafzaken in 1910-1911. Het kan niet anders of de natuurlijke loop der dingen leidt tot een nieuwen zakenaangroei. Het is een vloed die nu eens hoog staat en dan weer zwakker wordt, die ook wel eens eenigermate schijnt te wijken, maar die ten slotte toch steeds stijgende is en nog stijgen blijft. Dit kan blijken uit de volgende tabellen, die alleen op deze laatste tien jaren betrekking hebben :

Hof van beroep te Luik.

Burgerlijke zaken.

Jaren.	Beslechte zaken.	Zaken waarvan mededeeling werd gedaan aan het openbaar ministerie.
1899—1900 . . .	276	147
1900—1901 . . .	302	168
1901—1902 . . .	292	168
1902—1903 . . .	294	164
1903—1904 . . .	288	165
1904—1905 . . .	292	163
1905—1906 . . .	302	175
1906—1907 . . .	327	192
1907—1908 . . .	311	176
1908—1909 . . .	310	185
1909—1910 . . .	323	192
1910—1911 . . .	340	219

Betwogenelde zaken.

Jaren.	Nieuw ingebrachte zaken.	Beslechte zaken.	Arresten door de kamer van inbeschuldigingstelling gewezen.	Door de hoven van assisen beslechte zaken.
1899—1900 . .	843	853	150	21
1900—1901 . .	834	812	155	17
1901—1902 . .	859	844	221	26
1902—1903 . .	936	956	179	13
1903—1904 . .	1,191	1,194	175	26
1904—1905 . .	858	841	164	14
1905—1906 . .	1,105	1,060	139	30
1906—1907 . .	884	925	161	23
1907—1908 . .	980	996	188	17
1908—1909 . .	1,091	1,090	247	18
1909—1910 . .	1,022	1,026	292	12
1910—1911 . .	1,201	1,196	272	20

Hof van beroep te Gent.*Burgerlijke zaken.*

Jaren.	Beslechte zaken.	Zaken waarvan mededeling werd gedaan aan het openbaar ministerie.
1899—1900 . . .	134	85
1900—1901 . . .	143	83
1901—1902 . . .	142	103
1902—1903 . . .	176	118
1903—1904 . . .	182	107
1904—1905 . . .	166	113
1905—1906 . . .	215	152
1906—1907 . . .	203	129
1907—1908 . . .	187	121
1908—1909 . . .	215	136
1909—1910 . . .	191	121
1910—1911 . . .	179	106

Beteugelende zaken.

Jaren.	Nieuwingebrachte, beslechte zaken.	Beslechte zaken.	Arresten door de kamer van inbeschuldigingstelling gewezen.	Door de hoven van assisen beslechte zaken.
1899—1900 . .	1,000	986	226	38
1900—1901 . .	976	989	186	51
1901—1902 . .	1,012	998	199	29
1902—1903 . .	954	931	190	32
1903—1904 . .	1,104	1,050	188	26
1904—1905 . .	1,065	1,143	232	26
1905—1906 . .	1,031	1,053	154	23
1906—1907 . .	1,189	1,104	168	12
1907—1908 . .	1,012	937	148	15
1908—1909 . .	1,109	983	90	33
1909—1910 . .	1,020	1,196	222	28
1910—1911 . .	1,145	1,208	214	16

Eindelijk mag niet uit het oog worden verloren dat de wetten ingevoerd tot bestrijding van den justitieelen achterstand in de rechtscolleges van eersten aanleg voor den rechter in hooger beroep althans tijdelijke overlading ten gevolge kunnen hebben. Nog kort geleden werd er door den heer Jouveveau, oud eersten voorzitter van het Hof van beroep te Brussel, op gewezen dat het vormen van nieuwe kamers in de bijzonderste rechtbanken van eersten aanleg en van koophandel, bij opruiming van den achterstand in deze rechtbanken, noodzakelijk moest leiden tot een aanzienlijke vermeerdering van de zaken in hooger beroep. « Het schijnt dus wel, schreef hij, dat er binnenkort door den wetgever maatregelen zullen moeten getroffen worden. Of ons personeel zal vermeerderd, wat niet wenschelijk is daar ons rechterlijk korps reeds maar al te talrijk is, of de samenstelling van onze burgerlijke kamers zal ten gronde gewijzigd moeten worden, door deze te doen bestaan uit drie rechters, zetelend met twee plaatsvervangers, hetgeen met ons huidig personeel het vormen van tien kamers in de plaats van acht mogelijk zou maken. »

Die overwegingen zijn gegrond. In den zooeven uiteengezetten toestand kan slechts op twee wijzen worden voorzien : of door het oprichten van plaatsen zoodat nieuwe kamers tot stand kunnen gebracht worden ; of door herinrichting van de samenstelling der kamers op eene wijze die de nuttige gevolgen van de werkzaamheid van het hof in de hand werkt. Het eerste middel geeft geene oplossing. Het brengt voor de schatkist voortdurend nieuwe lasten mede. Voor het Hof van beroep te Brussel werd het de laatste maal aangewend bij de wet van 5 Maart 1906. Doch reeds in de memorie van toelichting tot deze wet werd gesproken van vermindering, van vijf tot drie, van het getal der raadsheeren die ter burgerlijke terechtzittingen zetelen,

en deze genoemd een « regeling welke waarschijnlijk de hervorming der toekomst zal blijken ».

Om deze tot stand te brengen heeft de Regeering een voorontwerp van wet voorbereid. Dit werd onderworpen aan de in 1903 bij het departement van Justitie aangestelde Commissie tot wering van den justitieelen achterstand, die het aannam mits enkele veranderingen welke nader omschreven zijn in het verslag, bij dit document gevoegd. Dit ontwerp van de Commissie, in enkele opzichten verbeterd, heb ik de eer U ter overweging aan te bieden.

*
* *

Sedert 1876 kwam het vraagstuk der vermindering van het getal der magistraten in de kamers der Hoven van beroep herhaaldelijk in de Kamers ter sprake. Het zal wel onnoodig zijn hier te herinneren aan al de overwegingen die tijdens deze besprekingen werden uiteengezet. Algemeen gesproken, mag worden gezegd dat de tegenstanders van de hervorming zich hebben beroepen op de waarborg van het grooter getal, op de overlevering, op de schoone ordening der « omgekeerde pyramide » met trappen volgens de evenredigheid 1-3-5-7 gebouwd, op de waardigheid van het gerecht, op het gezag van de arresten tegenover het publiek en de mindere rechters. De voorstanders van de hervorming hebben op goeden grond daartegen gesteld dat de wezenlijke waarborg voor een goede rechtspraak in veel mindere mate ligt in het getal der rechters, die uitspraak hebben te doen, dan in hunne wetenschap, hunne schranderheid, hunne ervaring, hun rijper overleg. De voorwaarden waarin de benoeming van de leden der hoven van beroep geschiedt, verzekeren, in die verschillende opzichten, aan dezen eene onbetwistbare meerderheid op de magistraten der rechtscolleges van eersten aanleg. Beslissen zij met het zelfde getal als de rechters van den eersten graad, hunne uitspraak blijft dienvolgens niettemin een grooter gezag bezitten. Zelfs werd aangevoerd dat hoe meer leden een college telt, hoe kleiner het getal is dergenen onder hen, welke zich werkelijk de zaak aantrekken die aan het college is onderworpen en wel op grond van de verdeeling der verantwoordelijkheid. Zoover moet niet gegaan worden en men mag denken dat wanneer voldoende waarborgen van bekwaamheid voorhanden zijn, de waarborg van het grooter getal over het hoofd mag worden gezien. Het is goed aan te nemen dat een drietal het werk van een drietal te niet doe, indien de eersten moeten gezegd worden meer wetenschap en meer ervaring te bezitten dan de anderen, en indien daarbij de zaak, wanneer zij hun wordt onderworpen, op vollediger wijze onderzocht en door een gemotiveerd vonnis beslecht is, zoodat de elementen voor de oplossing scherper op den voorgrond komen te staan.

Bovendien, de proef werd genomen. Achtereenvolgende wetten hebben op drie teruggebracht het getal der raadsheeren, waaruit de kamers der hoven

van beroep zijn samengesteld; welke uitspraak hebben te doen in kiezaken, betcugelende zaken en militiezaken. Nooit heeft iemand gemeend te mogen beweren dat de in die zaken gewezen arresten zouden onderdoen voor de beslissingen van de uit vijf raadsheeren samengestelde kamers. Vooral wat de strafzaken betreft mag gezegd worden dat de hervorming, die sedert meer dan twintig jaren ingevoerd is, niets dan uitmuntende uitslagen heeft opgeleverd. Dit vastgestelde feit alleen is van grooter gewicht dan de schoonste theoretische beschouwingen.

Te vergeefs zou hier tegen aangevoerd kunnen worden dat men de betcugelende zaken niet gelijk mag stellen met de burgerlijke zaken, welke vaak de neteligste en moeielijkst op te lossen vraagstukken doen oprijzen. Indien het waar is dat de burgerlijke zaken soms ingewikkelder zijn, bij strafzaken staan de gewichtigste belangen van den mensch op het spel. Zooals de heer Picard het opmerkte in zijn verslag aan den Senaat over een wetsvoorstel des heeren Lejeune (zitting van 23 Maart 1898, bescheiden n° 49) zou men bezwaarlijk begrijpen, waarom de belangen van partijen in strafzaken niet evengoed als in burgerlijke zaken beschermd zouden moeten worden, mocht er bezwaar in zijn met drieën te beslissen.

De Commissie tot wering van den justitieelen achterstand heeft zich eenparig aangesloten bij het beginsel der hervorming, dat opgenomen is in de bepaling welke artikel 84 der wet van 18 Juni 1869 zou vervangen.

Alsof zij de laatste bedenkingen van de tegenstanders van de vermindering uit den weg wilde ruimen, heeft echter de Commissie voorgesteld een nieuwen waarborg aan de justiciabelen te geven en daartoe de tusschenkomst van het openbaar ministerie uit te breiden tot de burgerlijke zaken die tot heden niet mededeelbaar waren. Volgens artikel 84^{bis}, alinea's 1 en 2, van het voorontwerp der Commissie, is het advies van het openbaar ministerie voor de hoven van beroep in alle zaken, met uitzondering van de kiezaken, verplichtend gemaakt.

De Regeering heeft niet gemeend dit voorstel te moeten bijtreden. In de zaken waar de tusschenkomst van het openbaar ministerie in het bijzonder nut schijnt te hebben, behoort het luidens de huidige wetgeving, aan de magistraten van het parket generaal mededeeling te verzoeken van de pleitbundels. Wordt deze tusschenkomst uitgebreid en verplichtend gemaakt voor al de burgerlijke zaken, dan bestaat er vrees voor dat de afdoening van de zaken daardoor eene merkelijke vertraging te lijden hebbe en dat het werk der parketten zoozeer toeneme dat het dezen onmogelijk worde de adviezen, die zij uit te brengen hebben, rijpelijk te overwegen.

Wat de kiezaken betreft, ging zelfs de Commissie verder dan de Regeering in hare voorstellen. Zij heeft gemeend dat deze zonder bezwaar aan het oordeel van een enkelen raadsheer mochten opgedragen worden.

Tot staving van deze stelling zijn voorzeker ernstige redenen aan te halen. De Regeering is echter van oordeel dat de tijd om ze voor te dragen nog niet aangebroken is.

De bemerking moet gemaakt dat in den nieuwen, door de Regeering voorgestelden tekst, artikel 80 geen enkele bepaling meer bevat nopens het ver-

deelen der zaken onder de verschillende kamers. Daarin zal voortaan voorzien worden bij de dienstregeling, weeskwestie in de artiken 208 en 209 van de wet op de rechterlijke inrichting. Dit volgt en uit het weglaten van de uitzonderingsbepalingen, die tot nu toe in artikel 80 opgenomen waren, én uit het handhaven van den algemeenen regel, die in artikel 208 gesteld is.

Het eerste lid van dit artikel doelt op de dienstregeling « in elke rechtbank en in elk hof » vastgesteld, terwijl het tweede lid bepaalt dat in die dienstregeling onder meer de schikkingen plaats zullen vinden, die betrekking hebben op de « toebedeeling aan iedere kamer van de zaken, die zij te beslechten heeft. »

De terugkeer tot den regel van artikel 208 wordt in theorie verrechtvaardigd door de overweging, dat ongetwijfeld de bedoelde verdeeling uitteraard tot de bevoegdheid behoort van de reglementeerende macht. Feitelijk kan het nieuw stelsel niet anders of het maakt deze verdeeling gemakkelijker. De splitsing van de kamers in twee groepen, namelijk eene burgerlijke en eene boetstraffelijke groep, is in wezen van voorbijgaanden aard. De omstandigheden veranderen en maken spoedig eene nieuwe groepeerings noodig. Terwijl men, onder het oud artikel 80, in dat geval stuiten kwam tegen de noodzakelijkheid eener wetswijziging, zal het in het vervolg volstaan een eenvoudig reglement, bij koninklijk besluit goedgekeurd, te veranderen. Overigens werden reeds koninklijke besluiten, overeenkomstig de artikelen 208 en 209, genomen ter bepaling van de aan elke kamer toegekende bevoegdheid : het zijn de koninklijke besluiten van 4 December 1881, 6 December 1881 en 21 December 1881, die onderscheidenlijk voor de Hoven van Brussel, Gent en Luik, de bevoegdheid regelen der verschillende kamers.

Het nieuwe artikel 80, daar het niet spreekt van de bevoegdheid der verschillende kamers, hoeft ook niets te bepalen wat de kamer van inbeschuldigingstelling aangaat. Dergelijke bepaling was noodig in de wet van 1869 en in de daaropvolgende wetten omdat deze zelf de bevoegdheid der verschillende kamers vaststelde. Maar dit laat zich niet meer begrijpen van het oogenblik af dat de bevoegdheid van elke kamer bij de dienstregeling zal worden voorzien; en overigens kan bij deze de aanwijzing van de kamer van inbeschuldigingstelling aan den voorzitter overgelaten worden. Het laatste lid van artikel 80 van de thans vigeerende wet heeft dus geene reden meer van bestaan.

Ten slotte, brengt de aanneming van het nieuwe beginsel mede dat artikel 85 eenige verandering zal moeten ondergaan. Het spreekt inderdaad van zelf, dat indien de wet niet meer bepaalt hoe de zaken verdeeld moeten worden, het ook niet meer mogelijk is in het bijzonder de kamers aan te duiden die op verwijzing hebben te vonnissen. Het ontwerp der Regeering bepaalt er zich bij in het algemeen te beschikken, dat de plechtige terechtzittingen zullen bestaan uit twee vereenigde kamers, door den eersten voorzitter aan te duiden en voor te zitten. Eigenlijk zou eene boetstraffelijke kamer aangewezen kunnen worden, daar de rechters van deze kamer even bevoegd zijn als de andere om over burgerlijke zaken te beslissen, welke taak hun overigens krachtens artikel 81 uitzonderlijk kan opgedragen worden.

Het aantal leden waaruit eene plechtige terechtzitting samengesteld is, is dienvolgens verminderd moeten worden. Thans eischt de wet het getal elf, de voorzitter daaronder begrepen, hetzij dus één magistraat meer dan de tien raadsheeren welke de twee vereenigde kamers tellen. Door toepassing van hetzelfde beginsel werd dit getal op zeven terruggebracht, doordien elke kamer voortaan slechts met het vast getal van drie raadsheeren mag vonnissen.

Doordien de regeling van artikel 84, die vroeger in verscheidene bijzondere wetten was opgenomen, van algemeene toepassing wordt gemaakt, moeten de wetsbepalingen vervallen die betrekking hebben op de splitsing in afdeelingen van de kamers der Hoven van beroep (art. 2). Het blijkt wel onnoodig, zooals bij artikel 6 van het voorontwerp der Commissie wordt gedaan, in het bijzonder te doelen op sommige bepalingen der kieswetten en der militiewet. Bij artikel 2 worden bovendien, ten gevolge van de nieuwe regeling, de bepalingen ingetrokken die de wet van 4 September 1891 toegevoegd heeft aan het 2^{de} lid van artikel 217 der wet van 18 Juni 1869 op de rechterlijke inrichting.

Artikel 2, in eersten tekst, schafte ook de bepaling af die bij wet van 4 September 1891 aan artikel 140 der wet op de rechterlijke inrichting werd toegevoegd. De Regeering acht het beter van dit gedeelte harer voorstellen af te zien.

Ongetwijfeld wordt door het behouden van artikel 2 der wet van 4 September 1891 een zeker gebrek aan overeenstemming tusschen burgerlijke zaken en strafzaken bekrachtigd, aangezien de burgerlijke zaken bij eenvoudige meerderheid door het Hof mogen worden beslecht, terwijl eenstemmigheid van oordeel bij de leden vereischt is om in strafzaken eene veroordeeling uit te spreken of te verzwaren. Dit verschil wordt echter gemakkelijk verrechtvaardigd. Laten wij er echter op wijzen dat het niet bestaat, zoodra het niet meer geldt eene veroordeeling uit te spreken of de straf te verzwaren, maar integendeel den beklaagde vrij te spreken of de straf te verminderen. In dat geval mag het Hof bij eenvoudige meerderheid uitspraak doen net zooals in burgerlijke zaken. Daaruit is te zien dat de reden, waarom de eenstemmigheid als vereischte de voorkeur heeft gekregen waar het geldt den beklaagde straf op te leggen, er eene is van menschlievendheid. Welke de bijzondere meeningen ook mogen wezen omtrent de waarde van dien regel, het moet voorzeker erkend dat hij voortvloeit uit den geest van mildheid die onze wetgeving kenschetst. Overigens zijn er nog andere bepalingen die van denzelfden geest uitgaan. Bij voorbeeld artikel 118 der wet van 18 Juni 1869, waarbij, wanneer de jury een bevestigende uitspraak, doch slechts bij eenvoudige meerderheid, op het voornaamste feit heeft gedaan, het den rechters opgelegd is over hetzelfde punt te beraadslagen, en waarbij bepaald is dat het in dit geval noodig is, om voor den beklaagde eene veroordeeling uit te lokken, dat de meerderheid van het Hof zich aansluit bij de meerderheid van de jury.

De Regeering stelt voor een 2^{de} lid toe te voegen aan artikel 2 met het doel om aan den eersten voorzitter het recht te geven afdeelingen uit

drie raadsheeren samen te stellen ter behandeling van de kieszaken, van de zaken betrekkelijk het opmaken der kiezerslijsten voor de handelsrechtbanken en voor de rechtwerkersraden, alsmede van de krachtens de militiewet vóór het Hof gebrachte zaken. Het belang van den voorgestelden tekst ligt bijzonder in de laatste zinsnede, waarbij wordt voorzien dat de leden der afdeelingen uit verscheidene kamers mogen gekozen worden. Aldus zullen al de magistraten zich kunnen bezig houden met het beslechten van de hoogergemelde verschillende categoriën zaken. Zonder het correctief van het 2^{de} lid, zouden integendeel, bij toepassing van artikel 2, uit dit bijzonder oogmerk één magistraat per boetstraffelijke kamer en twee magistraten per burgerlijke kamer in beslag zijn genomen.

De reductie van het getal raadsheeren, die uitspraak zullen te doen hebben, brengt mede dat het personeel van iedere kamer verminderd kan worden. De Regeering had voorgesteld elke kamer uit 4 raadsheeren te laten bestaan (art. 82). De Commissie heeft dezen uniformen regel niet aangenomen.

Voor de boetstraffelijke kamers scheen haar het getal van 4 raadsheeren ruim genoeg en zelfs vatbaar om bij uitzondering tot het minimum van drie teruggebracht te worden. Anderzijds echter heeft zij geoordeeld, dat uit de sedert 1903 gedane proef blijkt dat het, althans te Brussel, met het oog op goede rechtsbedeeling niet volstaat met een enkelen bijgevoegden raadsheer in de burgerlijke kamers. Ook heeft zij voorgesteld elke burgerlijke kamer uit vijf raadsheeren samen te stellen.

Op een ander punt is de Commissie van de bedoelingen der Regeering afgeweken. Zij vindt het raadzaam dat aan elke, zoo boetstraffelijke als burgerlijke kamer, een advocaat generaal verbonden zou worden (art. 82, laatste lid).

Bij toepassing van de regeling van het nieuw artikel 82 zal het getal der kamers merkkelijk vermeerderd zijn. Te Brussel zal het opgevoerd worden van acht tot elf, te Luik van vier tot zes en te Gent van drie tot vijf.

*
* * *

Ten gevolge van de nieuwe inrichting der Hoven van beroep zullen enkele nieuwe plaatsen moeten worden voorzien. Daaraan wordt bij artikel 3 voldaan.

Het getal van de kamervoorzitters is te Brussel, Luik en Gent met twee vermeerderd.

Wat het Hof van beroep te Brussel betreft, valt aan te merken dat de instelling van twee nieuwe plaatsen van kamervoorzitter er niet zal toe leiden dat de overeenkomst, door de wet van 18 Augustus 1907 gesteld tusschen het aantal kamers, waaruit het Hof bestaat, en het getal van eerste voorzitters en kamervoorzitters, behouden blijve. Het lag nochtans niet in de bedoeling van de Commissie, aan den eersten voorzitter het vermogen te ontnemen niet te zetelen wanneer hij dit raadzaam acht. Doch om in voorkomend geval te zijner vervanging te voorzien, gaf de Commissie er de voorkeur aan dat eene nieuwe plaats van raadsheer werd ingesteld eerder dan eene nieuwe plaats van kamervoorzitter. Aan de provincie Antwerpen komt het recht van

voordracht tot deze nieuwe plaats toe (art. 4). Dit vloeit voort uit de berekeningen, die naar den sedert 1895 aangenomen grondslag werden gedaan, het is te zeggen volgens het getal magistraten van eersten aanleg.

Het aannemen van artikel 82, laatste lid, zal de creatie van twee nieuwe plaatsen van advocaat-generaal bij elk Hof van beroep te Brussel, Luik, Gent ten gevolge hebben. Buiten de bij het wetsontwerp beoogde hervorming om, was reeds het instellen eener nieuwe plaats van advocaat-generaal bij ieder beroepshof door de Regeering noodig erkend. Een voorstel daartoe werd ten andere door haar gedaan in artikel 2 van het wetsontwerp van 14 Maart 1912, dat door de ontbinding der Kamers verviel.

Daarenboven is een nieuwe zetel van substituut-procureur-generaal bij het Hof van beroep te Brussel voorzien. Sedert de wet van 28 Maart 1877 is het getal der substituten van den procureur-generaal voor het parket van het hof te Brussel op drie bepaald.

Indien het getal der advocaten-generaal samen met dat der kamers vermeerderd werd, deze personeelsversterking bleef om zoo te zeggen zonder invloed op den eigenlijken dienst van het parket, waar haast uitsluitend de substituten-procureur-generaal voor instaan. Bovendien werden deze herhaaldelijk opgeroepen om de advocaten-generaal, door ziekte of andere dienstplichten verhinderd, te vervangen op de burgerlijke of de boetstraffelijke terechtzittingen.

Een enkel cijfer, dat ik aan een schrijven van den heer Procureur-generaal ontleen, zal laten uitschijnen hoezeer het binnenwerk in het parket sedert 1877 aangegroeid is, en u terzelfdertijd duidelijk maken hoe noodzakelijk het is het getal der met dezen dienst belaste substituten met eene eenheid te vermeerderen. In 1877, bedroeg het getal der ingekomen, en dat der verzonden stukken onderscheidenlijk 19,926 en 20,641; in 1904, bereiken deze getallen 55,245 en 72,263, en in 1911 klimmen zij tot de ongehoorde cijfers 68,443 en 90,098.

Eveneens had de Regeering besloten te bewilligen in het verzoek, door de heeren procureuren-generaal herhaaldelijk gedaan, om eene nieuwe plaats van advocaat-generaal op te richten bij de Hoven van beroep te Luik en te Gent. De hooger gemelde cijfers, waaruit uitzonderheid de drukkende stijging der beteugelde zaken blijkt, zijn het beste bewijs van de noodzakelijkheid om het personeel van de parketten-generaal te Luik en te Gent, dat sedert 1881 onveranderd is gebleven, te versterken.

Ten slotte wordt bij het 5^e artikel van het ontwerp eene derde plaats van advocaat-generaal bij het Hof van verbreking opgericht. Ook hier bepaalt de Regeering er zich bij, een reeds gedaan voorstel te hernieuwen (art. 4 van het wetsontwerp van 14 Maart 1912). Deze maatregel dringt zich op. Nu nog telt het parket-generaal het zelfde personeel als toen het Hof, in 1832, nu tachtig jaren geleden, werd ingericht. Sedertdien is het bevolkingscijfer van het Rijk ruim verdubbeld; het getal der boetstraffelijke kamers werd in haast al de rechtbanken vermeerderd; het bepalen van het juist begrip der nieuwe wetten is met den dag moeilijker geworden; de veelheid der handelsondernemingen, het regiem der naamlooze vennootschappen, de sociale

wetgeving, de fiskale zaken, hebben eene reeks ingewikkelde vraagstukken doen ontstaan.

Wanneer wij de werkzaamheid van het Hof van verbreking op de twee tijdsuitersten van zijn bestaan beschouwen, komen wij tot de bevinding dat het gemiddeld zakencijfer der eerste negen jaren 129, terwijl dat der negen laatste jaren 580 bedraagt, m. a. w. ruim viermaal zooveel. Bij zulke cijfers is commentaar overbodig. Hoe groot de plichtsbetrachting en het talent, door de magistraten van het openbaar ministerie bij het hooge Hof aan den dag gelegd, ook weze, er kan een oogenblik komen dat zij onder de al te zware taak zwichten. In elk geval, hun ambt is te moeilijk en te gewichtig om van hen te mogen eischen dat zij een ál te grooten last op zich zouden nemen. Dientengevolge is het noodig geworden dat een nieuwe medewerker hun worde toegevoegd.

Dit zijn, Mijne heeren, de hoofdbepalingen welke de Regeering de eer heeft U ter overweging aan te bieden. Zij hoopt dat de Kamer dit wetsontwerp op gunstige wijze zal onthalen, dat ten doel heeft onze hooge gerechts-hoven te ontlasten zonder dezer personeel in zulke mate te vermeerderen, dat de aanwerving ervan in opzicht van degelijkheid er onder te lijden zou hebben en zonder onze begrootingslasten aanzienlijk te verzwaren.

*
* * *

De artikelen 6 en 7 voorzien de vermeerdering van het personeel van sommige rechtbanken van eersten aanleg.

Waar zij het voorstel weér indient om eene zesde kamer op te richten bij de rechtbank van eersten aanleg te Antwerpen, dat reeds gedaan werd bij artikel 5 van het wetsontwerp van 14 Maart 1912, geeft de Regeering alleen gevolg aan den wensch, uitgesproken door de middenafdeeling, die de begroting van het Departement van Justitie voor het dienstjaar 1912 onderzocht heeft.

Het oprichten dezer kamer vindt zijne rechtvaardiging in het steeds aangroeiend getal burgerlijke zaken, vóór deze rechtbank bepleit, en in een steeds grooter en grooter wordenden achterstand. Het cijfer der nieuwingebrachte boetstraffelijke zaken is van 5,571 in 1880-1881 gestegen tot 4,649 in 1910-1911; het cijfer der nieuwingebrachte burgerlijke zaken van 789, in 1880-1881, tot 1,754 in 1910-1911. Wat den achterstand betreft, deze is, gedurende dezelfde spanne tijds, van 746 tot 1,157 boetstraffelijke zaken en van 260 tot 2,548 burgerlijke zaken geklommen.

Reeds heeft zich de wetgever met dien toestand ingelaten. Bij wet van 18 Augustus 1907 werden bij de rechtbank van eersten aanleg te Antwerpen twee rechtersplaatsen opgericht; bij wetten van 3 Augustus 1909 en 12 Augustus 1911 werd het personeel van het parket vermeerderd met een substituut-procureur des Konings.

Aldus is in de rechtbank te Antwerpen, met uitzondering van een onder-voorzitter en van twee plaatsvervangende rechters, het noodige personeel aanwezig om eene volledige kamer samen te stellen.

Bij artikel 6 van het ontwerp, waarbij deze nieuwe kamer opgericht wordt,

wordt dus alleen een feitelijke toestand wettig gemaakt. Bij aanneming van dat artikel zal het aan de rechtbank mogelijk zijn, over de noodige krachten te beschikken om de afhandeling der zaken te verzekeren.

Bij artikel 7 worden bij de rechtbank van eersten aanleg te Brussel twee nieuwe plaatsen van rechter alsmede eene nieuwe plaats van substituut procureur des Konings opgericht. Eene van deze plaatsen van rechter is in het bijzonder ingesteld met het oog op het oprichten van eene elfde onderzoekskamer te Brussel. Ten zeerste wordt de behoefte daaraan gevoeld. Ondanks al den ijver van de onderzoeksrechters om hunnen achterstand te boven te komen, beliep het getal der instructiezaken op 25 Octobre ll., het cijfer van 969. De gewichtigheid der zaken doet bij haar groot aantal niet onder. Zoo volstaat reeds de zaak « Gent-Terneuzen », die zoo juist aan den dag is gekomen, om een magistraat gedurende meerdere maanden in beslag te nemen.

Zooals wij verder zullen zien, staat het oprichten der tweede plaats van rechter in verband met de toepassing van de nieuwe wet op de kinderbescherming. In hoofdzaak is het ook om aan deze wet een ernstige toepassing te verzekeren, dat bij artikel 7 het parket van den procureur des Konings te Brussel met een substituut vermeerderd wordt. Het laat zich inderdaad begrijpen dat het, in een zoo bevolkt rechterlijk arrondissement, den magistraat die met de zaken betreffende de kinderen gelast is, ten zeerste moeilijk moet vallen dezen dienst met dezen van het parket te doen samen gaan. Het cijfer van de door het parket te Brussel behandelde zaken neemt overigens gestadig toe. Van 58,728 in 1909, op welk tijdstip de laatste plaats van substituut werd opgericht, is het getal gestegen tot 41,198 in 1911; en de cijfers, die voor 1912 reeds bestaans, tellen nieuwen aangroei in het vooruitzicht.

Het versterken van het personeel der rechtbank van eersten aanleg te Hoei, alsmede het oprichten eener nieuwe plaats van substituut-procureur des Konings bij het parket der rechtbank van eersten aanleg te Luik, zijn als volgt in de memorie van toelichting tot het wetsontwerp van 14 Maart 1912 verrechtvaardigd :

« Door artikel 4 van het ontwerp wordt het personeel van de rechtbank » van eersten aanleg te Hoei vermeerderd met een rechter en een plaatsver- » vangend rechter. Het cijfer en de belangrijkheid van de zaken die haar » onderworpen worden wettigen de personeelsvermeerdering die in den loop » der laatste jaren herhaaldelijk werd aangevraagd en die meer dan eens » in de Kamer ter sprake is gekomen tijdens de behandeling van de begroo- » ting van Justitie.

» De rechtbank van eersten aanleg te Hoei bestaat uit eene enkele kamer. » Haar personeel bestaat uit een voorzitter, drie rechters, een procureur des » Konings en een substituut-procureur des Konings. Zij neemt niet alleen » van de burgerlijke en de betugelende zaken kennis, maar ook van de han-

» delszaken. Gedurende het jaar 1910 heeft de rechtbank te Hoei 427 boet-
» straffelijke vonnissen uitgesproken, 240 nieuwe burgerlijke zaken werden
» aanhangig gemaakt en de rechtbank heeft 180 burgerlijke vonnissen
» gewezen, 312 nieuwe zaken van koophandel werden op de rol geschreven
» en 226 vonnissen uitgesproken.

» Het oprichten van eene plaats van rechter en van eene plaats van
» plaatsvervangend rechter zal het den rechters, die thans met werk over-
» laden zijn, mogelijk maken zich voor het houden van onderzoek en voor-
» verschillende onderzoeksplichten door een nieuwen collega te laten
» bijstaan. Het zal het houden van bijkomende terechtzittingen, ter bestrij-
» ding van een, wat den goeden gang der zaken betreft, zorgwekkenden
» achterstand vergemakkelijken.

» Wat aangaat het parket der rechtbank van eersten aanleg te Luik,
» steeds is de aan dat parket opgelegde taak blijven aangroeien, vooral het
» « binnenwerk », dat bestaat uit al de zaken die niet rechtstreeks met eene
» vervolging verbonden zijn. Deze zaken bereikten in 1911 het cijfer 5110.
» Daar hij niet alleen in zulk een arbeid kon voorzien, is de heer procureur
» des Konings verplicht geweest den substituut die, in naam aan de
» 4^e kamer verbonden is, te verbinden aan zijn kabinet. Dezes dienst in de
» 4^e kamer werd aan plaatsvervangende rechters toevertrouwd. Daar zulke
» toestand niet kan blijven voortduren, is het dringend noodig eene nieuwe
» plaats van substituut-procureur des Konings bij de rechtbank te Luik op
» te richten. »

*
* *

Eindelijk wordt, krachtens de artikelen 6 en 7, bij de rechtbanken van eersten aanleg te Brussel, Antwerpen, Gent, Luik en Charleroi eene nieuwe plaats van rechter opgericht, ten einde de uitvoering van de wet van 15 Mei 1912 op de kinderbescherming gemakkelijker te maken. Het laat zich inderdaad voorzien, dat een zware taak aan den kinderrechter zal zijn opgelegd in de rechtbanken van eersten aanleg der 1^e klasse. Indien het personeel van deze rechtbanken, welke reeds in zooveel werk te voorzien heeft, niet met eene eenheid vermeerderd werd, zou de toepassing van de wet van 15 Mei 1912 zoo niet in gevaar worden gebracht, dan toch met zeer groote moeilijkheden gepaard gaan.

De Minister van Justitie,

H. CARTON DE WIART.



PROJET DE LOI

modifiant la composition des chambres des cours d'appel et portant augmentation du personnel des cours et de certains tribunaux.

Albert,

ROI DES BELGES

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice.

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre de la Justice est chargé de présenter, en Notre nom, aux Chambres législatives le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

Les articles 80, 82, 84 et 85 de la loi du 18 juin 1869, sur l'organisation judiciaire, sont remplacés par les dispositions suivantes :

Art. 80. — La Cour d'appel de Bruxelles est divisée en onze chambres.

La Cour d'appel de Liège est divisée en six chambres.

La Cour d'appel de Gand est divisée en cinq chambres.

Art. 82. Chacune des chambres civiles est composée de cinq conseillers, y compris le président, et d'un greffier-adjoint.

A la Cour d'appel de Bruxelles, la chambre civile à laquelle siège habi-

ONTWERP VAN WET

tot wijziging van de samenstelling van de kamers der Hoven van Beroep en tot vermeerdering van het personeel van de Hoven en van zekere rechtbanken.

Albert,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van Onzen Minister van Justitie,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN
WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Justitie is belast met, in Onzen Naam, aan de Wetgevende Kamers het Wetsontwerp aan te bieden waarvan de inhoud volgt :

EERSTE ARTIKEL.

De artikelen 80, 82, 84 en 85 der wet van 18 Juni 1869 op de rechterlijke inrichting zijn door de volgende bepalingen vervangen.

Art. 80. — Het Hof van beroep te Brussel is verdeeld in elf kamers.

Het Hof van beroep te Luik is verdeeld in zes kamers.

Het Hof van beroep te Gent is verdeeld in vijf kamers.

Art. 82. — Elke burgerlijke kamer is samengesteld uit vijf raadsheeren, de voorzitter daaronder begrepen, en uit een toegevoegd griffier.

In het Hof van beroep te Brussel is de burgerlijke kamer, waarin de

tuellement le premier président est composée de six conseillers, y compris ce magistrat, et d'un greffier adjoint.

Les chambres correctionnelles sont composées de trois conseillers au moins, y compris le président, et d'un greffier adjoint.

A chacune des chambres est attaché un avocat général.

Art. 84. Les Cours d'appel ne peuvent juger qu'au nombre fixe de trois conseillers, y compris le président.

Art. 84^{bis}. Les Cours d'appel connaissent sans l'assistance du ministère public des causes qui leur sont déférées en vertu du code électoral et des causes relatives à la formation des listes des électeurs pour les tribunaux de commerce et pour les conseils de prud'hommes.

Art. 84^{ter}. — Les affaires dont les chambres correctionnelles ou les chambres de mise en accusation sont appelées à connaître leur sont distribuées par le premier président, de manière à assurer l'exécution de l'article 17^{bis}, ajouté à la loi du 3 mai 1889 sur l'usage de la langue flamande.

Art. 85. — Les audiences solennelles pour connaître des affaires renvoyées après cassation se composent de deux chambres réunies, désignées et présidées par le premier président.

Elles ne peuvent juger qu'au nombre fixe de sept conseillers, y compris le président.

ART. 2.

Les dispositions légales relatives à la division des chambres des Cours d'appel en sections sont abrogées.

eerste voorzitter gewoonlijk zetelt, samengesteld uit zes raadsheeren, deze magistraat daaronder begrepen, en uit een toegevoegd griffier.

De boetstraffelijke kamers zijn samengesteld uit ten minste drie raadsheeren, de voorzitter daaronder begrepen, en uit een toegevoegd griffier.

Aan iedere kamer is een advocaat generaal verbonden.

Art. 84. — De Hoven van beroep mogen slechts vonnissen met het vast getal van drie raadsheeren, de voorzitter daaronder begrepen.

Art. 84^{bis}. — De Hoven van beroep nemen, buiten bijstand van het openbaar ministerie, kennis van de zaken die vóór hen gebracht worden krachtens het kieswetboek en van de zaken betrekking hebbende op het opmaken van de lijsten van kiezers voor de handelsrechtbanken en voor de werkrechtbanken.

Art. 84^{ter}. — De zaken, waarvan de boetstraffelijke kamers of de kamers van inbeschuldigingstelling kennis zullen hebben te nemen, worden haar door den eersten voorzitter zoo toebedeeld dat de uitvoering verzekerd zij van artikel 17^{bis}, toegevoegd aan de wet van 3 Mei 1889 op het gebruik der Vlaamsche taal.

Art. 85. — De plechtige terechtzittingen ter kennisneming van de na cassatie verzonden zaken, zijn samengesteld uit twee vereenigde kamers, volgensaanwijzing en onder voorzitterschap van den eersten voorzitter.

Zij kunnen slechts vonnissen met het vast getal van zeven raadsheeren, de voorzitter daaronder begrepen.

ART. 2.

De wetsbepalingen, desplitsing van de kamers der Hoven van beroep in afdeelingen betreffende, zijn inge-

Il en est de même des dispositions ajoutées par la loi du 4 septembre 1891 à l'alinéa 2 de l'article 217 de la loi du 18 juin 1869, sur l'organisation judiciaire.

L'ordre de service prévu à l'article 208 de la loi du 18 juin 1869 réglera la formation, par les soins du premier président, d'un certain nombre de sections de trois conseillers, chargées du jugement des causes visées à l'article 84^{bis}, ainsi que des affaires de milice. Les membres d'une section ne devront pas être nécessairement choisis dans une même chambre.

ART. 3.

Le nombre des présidents de chambre est porté de huit à dix à la Cour d'appel de Bruxelles, de trois à cinq à la Cour d'appel de Liège et de deux à quatre à la Cour d'appel de Gand.

Il est créé un nouveau siège de conseiller à la Cour d'appel de Bruxelles, deux nouveaux sièges d'avocat général à chacune des Cours d'appel de Bruxelles, de Liège et de Gand, ainsi qu'un nouveau siège de substitut du procureur général à la Cour d'appel de Bruxelles.

ART. 4.

Les mots « et la cinquantième » sont remplacés par les mots « la cinquantième et la cinquante-troisième » à l'article 70, alinéa 2, de la loi du 18 juin 1869, tel qu'il est modifié par la loi du 5 mars 1906.

ART. 5.

L'article 121 de la loi du 18 juin 1869 est remplacé par la disposition suivante :

« Les fonctions du ministère public sont exercées à la Cour par un procureur général et trois avocats généraux. »

trokken. Dit geldt eveneens voor de bepalingen, bij wet van 4 September 1891 toegevoegd aan het 2^{de} lid van artikel 217 der wet van 18 Juni 1869 op de rechterlijke inrichting.

Bij het in artikel 208 der wet van 18 Juni 1869 voorziene dienstreglement zal worden geregeld het vormen, door de zorg van den eersten voorzitter, van een zeker getal afdelingen van drie raadsheeren, ter beslechting van de bij artikel 84^{bis} bedoelde zaken alsmede van de militiezaken. De leden eener afdeeling moeten niet noodzakelijk uit eene zelfde kamer gekozen worden.

ART. 3.

Het getal der kamervoorzitters wordt in het Hof van beroep te Brussel van acht tot tien, in het Hof van beroep te Luik van drie tot vijf en in het Hof van beroep te Gent van twee tot vier opgevoerd.

In het Hof van beroep te Brussel is eene nieuwe plaats van raadsheer, bij ieder der Hoven van beroep te Brussel, Luik en Gent zijn twee nieuwe plaatsen van advocaat generaal, en bij het Hof van beroep te Brussel is eene nieuwe plaats van substituut-procureur generaal opgericht.

ART. 4.

De woorden « en de vijftigste » zijn door de woorden « de vijftigste en de drie en vijftigste » vervangen in artikel 70, tweede lid, der wet van 18 Juni 1869, zooals dit werd gewijzigd bij wet van 5 Maart 1906.

ART. 5.

Artikel 121 der wet van 18 Juni 1869 is door de volgende bepaling vervangen :

« Het ambt van openbaar ministerie wordt bij het Hof waargenomen door een procureur generaal en drie advocaten generaal. »

ART. 6.

Il est créé une sixième chambre au tribunal de première instance d'Anvers.

Le personnel de ce tribunal est augmenté d'un vice-président, d'un juge et de deux juges suppléants.

ART. 7.

Le personnel du tribunal de première instance de Bruxelles est augmenté de deux juges et d'un substitut du procureur du Roi; celui du tribunal de première instance de Liège, d'un juge et d'un substitut du procureur du Roi; celui du tribunal de première instance de Huy, d'un juge et d'un juge suppléant; celui des tribunaux de première instance de Gand et Charleroi, d'un juge.

Donné à Bruxelles, le 11 novembre 1912.

ART. 6.

Eene zesde kamer is opgericht bij de rechtbank van eersten aanleg te Antwerpen.

Het personeel van deze rechtbank is met één ondervoorzitter, één rechter en twee plaatsvervangende rechters vermeerderd.

ART. 7.

Het personeel der rechtbank van eersten aanleg te Brussel is vermeerderd met twee rechters en één substituit-procureur des Konings; het personeel der rechtbank van eersten aanleg te Luik met één rechter en één substituit-procureur des Konings; het personeel der rechtbank van eersten aanleg te Hoei met één rechter en één plaatsvervangend rechter; het personeel der rechtbanken van eersten aanleg te Gent en Charleroi met één rechter.

Gegeven te Brussel, den 11ⁿ November 1912.

ALBERT.

Par le Roi :
Le Ministre de la Justice,

Van 's Konings wege :
De Minister van Justitie :

H. CARTON DE WIART.



VERSLAG

over het voor-ontwerp van wet tot wijziging van de samenstelling der kamers der Hoven van beroep en over de voorstellen van de Commissie.

MIJNHEER DE MINISTER,

De Commissie, aangesteld om uit te zien naar middelen tot ontlasting van de hoven en rechtbanken en tot bestrijding van den justitieelen achterstand, heeft het voor-ontwerp onderzocht en besproken, dat gij haar ter overweging hebt gegeven (1).

Eenstemmig heeft zij zich bij de regeling aangesloten, volgens welke de hoven van beroep samengesteld zijn uit en vonnissen met het vast getal van drie raadsheeren.

Het kwam haar voor, dat de proefneming omtrent dit stelsel, die in 1878 in kieszaken aangevat en in 1891 in boetstraffelijke zaken voortgezet werd, de grondslagen ervan heeft bevestigd, terwijl zij er de justiciabelen vertrouwd mede maakte; en geenszins de bezwaren opgeleverd heeft welke de tegenstanders vreesden. De Commissie was overigens van oordeel dat het getal van de leden der hoven van beroep onmogelijk tot in het oneindige opgevoerd kon worden, en dat, moest daartoe toch worden overgegaan, het evenmin mogelijk zoude zijn het personeel der hoven aan te werven uit verdienstelijke en hoogstbekwame magistraten. Zij vond nochtans dat het zou raadzaam zijn, de tusschenkomst van het openbaar ministerie in burgerlijke zaken uit te breiden, en, zodoende, de waarborgen te vermeerderen, waarop de justiciabelen aanspraak hebben, met het oog op eene tevens goede en spoedige rechtsbedeeling. Daarom stelt zij u voor, dat het advies van het openbaar ministerie vóór de hoven van beroep verplichtend zou worden gemaakt in alle zaken, behalve de kieszaken. Dit toezicht, dit voorafgaande onderzoek door het openbaar ministerie, die ook tot zijne zending behooren en waaruit hem de vergrijpen tegen de tucht zouden blijken, schenen van aard om de instructie van de zaak vruchtbaarder en de beslissing hechter te maken.

(1) De Commissie bestaat uit de heeren van Iseghem, raadsheer in het Hof van verbreking, voorzitter, Campioni, voorzitter van de politierechtbank te Brussel, Charles, raadsheer in het Hof van verbreking; De Lannoy, hoogleeraar aan de Universiteit te Gent, Huyttens de Terbecq, procureur des Konings te Luik, Remy, algemeen bestuurder aan het ministerie van Justitie, Servais, raadsheer in het Hof van verbreking, Steyaert, voorzitter van de rechtbank van eersten aanleg te Gent en Van Dievoet, advocaat bij het Hof van verbreking.

Bij het voorontwerp is bepaald dat de kamers der hoven van beroep uit vier raadsleden samengesteld zullen zijn.

De Commissie toonde eene zekere voorliefde voor die wijze van inrichten. Doch, op grond van de moeilijkheden op practisch gebied, welke zij voorzag en vermijden wilde, en ook om het den raadsheeren-verslaggevers mogelijk te maken de zaak grondiger te onderzoeken, heeft zij gemeend te moeten voorstellen dat de burgerlijke kamers uit vijf raadsheeren, de boetstraffelijke kamers uit ten minste drie raadsheeren, waaronder de voorzitter, samengesteld zouden worden. Volgens dit stelsel, zou het Hof te Brussel, dat thans uit 52 leden bestaat, acht burgerlijke kamers ($8 \times 5 = 40$), en drie boetstraffelijke kamers ($3 \times 4 = 12$) tellen; het Hof te Luik, dat uit 27 leden bestaat, drie burgerlijke kamers ($3 \times 5 = 15$), en drie boetstraffelijke kamers ($3 \times 4 = 12$). Het Hof te Gent, dat uit 24 leden bestaat, zou twee burgerlijke kamers ($2 \times 5 = 10$), en drie boetstraffelijke kamers ($2 \times 4 = 8$) tellen; eene van deze kamers zou uit 3 leden samengesteld zijn, zooal door het ontwerp toegelaten is.

Te Brussel, te Luik en te Gent zou het getal der kamervoorzitters met twee vermeerderd moeten worden. De Commissie stelt voor het cijfer van eersten voorzitter en kamervoorzitters van het Hof van beroep te Brussel weder in verband te stellen met het getal der kamers, waaruit dat Hof bestaat. De bij de wet van 18 Augustus 1907 ingevoerde verandering, waarbij het den eersten voorzitter toegelaten is zich desvoorkomend door een kamervoorzitter te laten vervangen, is niet zoo gelukkig geweest. De eerste voorzitter wordt niet geheel ingenomen door administratief werk; hij zetelt doorgaans in de eerste kamer, en bijgevolg heeft het geen nut te zijner eventueele vervanging eene plaats van kamervoorzitter te voorzien; integendeel worden de afwezigen, de zieken of de opgehouden leden gemakkelijker door een raadsheer, die tevens het ambt van voorzitter of dat van raadsheer kan waarnemen, vervangen dan door een kamervoorzitter.

Om nochtans het aan den eersten voorzitter bij de wet van 18 Augustus 1907 erkende vermogen, om niet te zetelen wanneer hij zulks gepast acht, te handhaven, zou het noodig zijn te bepalen dat, in het Hof te Brussel, de burgerlijke kamer, waarin de eerste voorzitter gewoonlijk zetelt, uit zes raadsheeren, met inbegrip van dien magistraat, samengesteld zal zijn. Door deze samenstelling van de kamer, waar de eerste voorzitter aan verbonden is, zal eene plaats van raadsheer bij het Hof te Brussel opgericht moeten worden. Het recht van voordracht tot die plaats zou aan de provincie Brabant toekomen.

Het getal der advocaten-generaal zou bij het Hof te Brussel van negen tot elf, bij het Hof te Gent van drie tot vijf, bij het Hof te Luik van vier tot zes opgevoerd, en eene plaats van substituut-procureur-generaal te Brussel ingesteld dienen te worden. Het kwam der Commissie gewenscht voor, dat de zetel van het openbaar ministerie in den regel door een advocaat-generaal ter terechtzitting bekleed werd.

De Commissie meent dat er geen termen zijn om den eersten voorzitter er

toe te verplichten eene boetstraffelijke kamer aan te wijzen voor den dienst der kamers van inbeschuldigingstelling; het past dat hem het recht behouden worde, hem bij wet van 17 Augustus 1903 toegekend, om eene burgerlijke kamer te dien einde aan te duiden. Wordt de boetstraffelijke kamer aangewezen, dan voorkomt men zelden het bezwaar, dat de magistraten, die, of ter zake van voorloopige hechtenis, of ten gevolge van verzet van wege het openbaar ministerie, over de verwijzing en de qualificatie der feiten hebben beslist, ook uitspraak doen over den grond van diezelfde zaken.

De Commissie drukt den wensch uit, dat in de dienstregeling voor de hoven van beroep, eene bepaling worde opgenomen, om de terechtzittingen der kamers van inbeschuldigingstelling op een gesteld vast uur te doen plaats hebben, derwijze dat de boetstraffelijke of burgerlijke terechtzitting niet later aanvangt, en dat de gevangenen, die het oogenblik van hun verschijnen ter raadskamer afwachten, zooveel mogelijk onttrokken worden aan de onbescheidenheid der nieuwsgierigen welke die terechtzittingen immer aantrekken.

De Commissie stelt voor, aan artikel 80 een lid toe te voegen, dat luidt als volgt : « De derde kamer van het Hof van beroep te Gent en de vierde kamer van het Hof van beroep te Luik, nemen kennis, buiten de boetstraffelijke zaken, van de burgerlijke zaken, die haar overeenkomstig het eerste lid van artikel 81, door den eersten voorzitter zijn toebedeeld. »

De Commissie, wanneer zij deze bijzondere toepassing van de bepaling van artikel 81 der wet van 18 Juni 1869 voorstelt, meent er te mogen op wijzen dat zij met dezen nieuwe tekst bedoelt van de twee genoemde boetstraffelijke kamers in werkelijkheid gemengde kamers te vormen. Zij beoogt geenszins inbreuk te maken op het bij artikel 81 aan den eersten voorzitter toegekende recht om burgerlijke zaken aan andere boetstraffelijke kamers toe te deelen, noch eenige wijziging te brengen aan de bij artikel 2 der wet van 17 Augustus 1903 aan artikel 81 toegevoegde bepaling, betreffende de bij bestaanden achterstand te houden bijkomende terechtzittingen.

Artikel 84bis zou als volgt op te stellen zijn :

« De hoven van beroep nemen, buiten bijstand van het openbaar ministerie, kennis van de zaken die hun toegewezen werden krachtens het kieswetboek en van de zaken betrekking hebbende op het opmaken van de lijsten der kiezers voor de handelsrechtbanken en voor de werkrechtbanken.

» In al de andere zaken, waar het openbaar ministerie niet als hoofdpartij en als openbaar aanklager optreedt, wordt de zaak door het hof van beroep aan het openbaar ministerie medegedeeld, die mondeling een gemotiveerd advies ter terechtzitting uitbrengt binnen uiterlijk veertien dagen na het sluiten van de debatten. »

Met opzet heeft de Commissie de tusschenkomst van het openbaar ministerie in militiezaken gehandhaafd. Onlangs, op eene der terechtzittingen van het Hof van verbreking, wees de procureur-generaal bij dat Hof er op, dat de arresten van de hoven van beroep in grooter getale verbroken werden sinds in dezen de tusschenkomst van het parket werd afgeschaft bij wet van 17 Mei 1910.

Het is ook met opzet, dat de Commissie de aanwezigheid van het openbaar ministerie handhaaft in de zaken die betrekking hebben op verzoeken tot vernietiging, wegens zware onregelmatigheden, van de verkiezing der leden van de handelsrechtbanken en van de werkrechtshoven.

Uit de gewichtigheid van deze bezwaren, die in nauw verband staan met de inrichting der gerechtshoven, is te verklaren waarom het openbaar ministerie optreedt en waarom die zaken door drie raadsheeren worden beslecht.

Wat de plechtige terechtzittingen betreft, daar de burgerlijke kamers voortaan uit vijf raadsheeren zullen moeten samengesteld zijn, heeft de Commissie gemeend dat het volstond eene der burgerlijke kamers aan de eerste kamer toe te voegen, en logisch was het getal der tot zetelen geroepen magistraten op negen terug te brengen. Voor het Hof te Gent echter kan er geen spraak zijn de derde kamer aan de eerste toe te voegen, dewijl dat Hof zijn getal van twee burgerlijke kamers blijft behouden.

Dat de wetsbepalingen, betreffende de splitsing der kamers van het hof van beroep in afdeelingen ingetrokken worden, is een gevolg van de aanneming van het nieuwe beginsel van het wetsontwerp. Dienvolgens ook moeten de bij wet van 4 September 1891 aan de artikelen 140 en 217 der wet van 18 Juni 1869 toegevoegde bepalingen verdwijnen. Mocht er anders over beslist worden, dan kwamen wij, onder de werking van de nieuwe wet, tot het resultaat dat door de hoven van beroep geene wijziging meer aan de uitspraken in eersten aanleg, zelfs niet in burgerlijke zaken en handelszaken, zou mogen gebracht worden dan met eenparigheid van stemmen.

De Commissie stelt u voor, Mijnheer de Minister, dat eene bepaling worde toegevoegd aan het haar overgelegde voorontwerp en dat als beginsel aangenomen worde dat kieszaken door een enkelen rechter worden behandeld. Daardoor zal de wetgever slechts een in feite reeds sedert lang bestaanden toestand wettig maken : de raadsheer-verslaggever is de ware en eenige rechter in kieszaken ; zijne collega's bekrachtigen alleen zijn advies. In het verslag, in 1903 namens de middenafdeeling uitgebracht over de begroting van het Ministerie van Justitie, kon men reeds lezen : « Overigens blijkt zonneklaar dat het onnoodig is door drie magistraten van het hof van beroep feitelijke vraagstukken te doen onderzoeken, als daar zijn den geboortedag van een burger of den dag waarop hij van wettige woonplaats veranderde, de plaats waar zijn hoofdzetel is gevestigd, het cijfer der door hem betaalde belastingen, of het kadastraal inkomen zijner goederen, de diploma's welke hij bezit, de ambten welke hij bekleedde en andere even eenvoudige zaken, welke doorgaans aan de hoven worden onderworpen in kieszaken. »

Aan artikel 84*bis* zou dus een tweede en een derde lid dienen toegevoegd te worden, luidende als volgt :

« Een enkel raadsheer behandelt de zaken die vóór het hof van beroep gebracht worden, krachtens het kieswetboek, alsmede de zaken betrekking hebbende op het opmaken van de lijsten der kiezers voor de handelsrechtbanken en voor de werkrechtshoven.

« Deze zaken worden, in de orde waarin zij ingekomen zijn, achtereenvolgens toegewezen aan ieder der magistraten, waaruit de verscheidene kamers

bestaan, volgens den dienstouderdom van deze magistraten bij het hof. De eerste voorzitter mag, bij gemotiveerd bevelschrift, al de magistraten of enkele onder hen, die met den boettraffelijken dienst belast of voor de assisen aangewezen zijn, vrijstellen van de behandeling der kieszaken. De zaken, die met elkaar in verband staan, waarvan de stukken of de rechtspleging gemeen zijn, of welke tot een zelfde vraagstuk aanleiding geven, moeten, voor zoo ver mogelijk, worden toegewezen aan den magistraat die het eerst werd aangesproken, ten einde tegelijkertijd te worden behandeld.

« De magistraat, die aangewezen is om van de zaakkennis te nemen, beveelt dat deze ter rolle ingeschreven worde, om op eene der eerstkomende terechtzittingen te worden bepleit. De rol der te pleiten zaken wordt in de griffie van het hof aangeplakt. Elke zaak, waarvoor een dag werd bepaald door den magistraat die ze moet beslechten, wordt dadelijk op die rol ingeschreven. »

Geraadpleegd nopens de gepastheid van het oprichten eener derde plaats van advocaat generaal bij het hof van verbreking, heeft de Commissie met eenparigheid van stemmen dienaangaande een gunstig advies uitgebracht. Zij heeft inderdaad vastgesteld dat de zaken, welke de magistraat, die het ambt van openbaar ministerie bij de tweede kamer van het hof waarneemt, te onderzoeken krijgt, op buitengewone wijze zijn toegenomen. Het cijfer van die zaken, dat over de jaren 1832 tot 1841, gemiddeld ongeveer 129 beliep, bereikt thans gemiddeld 380. Het oprichten van de nieuwe plaats van advocaat generaal blijkt noodig te zijn, om aan de magistraten van het parket den tijd te gunnen de zaken naar behooren te bestudeeren.

De bespreking over de vermeerdering van het getal der magistraten van het parket bij het hof van verbreking, noopte de Commissie ertoe te overwegen of het niet nuttig zou zijn de leden van het hof van verbreking gelijk te stellen met al de magistraten van de hoven van beroep, wat aangaat de bij de wet van 21 Juli 1899 voorziene vijfjaarlijksche traktementsverhoogen. Bij de aangehaalde wet wordt inderdaad 300 frank verhooging van jaarwedde verleend aan ieder lid der rechterlijke orde, na elk tijdperk van vijf jaren magistratuur. Krachtens die wet gaat deze verhooging met de dienst-aanvaarding in, behoudens wat de leden van het hof van verbreking betreft, wier verhooging eerst ingaat met hunne benoeming in dat hof. Dit is eene onrechtvaardige beperking, die geenerwijze gebillijkt is, en die het zeer ernstige bezwaar biedt, soms de behoorlijke recruteering van het hof van verbreking in den weg te staan, doordat zij het vroeger bestaande verschil tusschen de aanvangswedde van de leden der hoven van beroep en die van de leden van het hof van verbreking niet handhaaft.

De Commissie stelt dienvolgens voor, om eene behoorlijke aanwerving van de hooge magistratuur te bevorderen, dat de woorden « bij dit Hof » in het derde lid van het eerste artikel der wet van 21 Juli 1899, zouden worden geschrapt, zoodat de slotbepaling van dit artikel zou luiden : « Aan den eersten voorzitter, den kamervoorzitter en de raadsheeren bij het Verbrekingshof, aan den procureur generaal en aan de advocaten generaal bij het Verbrekingshof, na elk tijdperk van vijf jaren magistratuur ».

Op grond van deze aanmerkingen zou het voor-ontwerp als volgt worden op gesteld :

**Voor-ontwerp van wet tot wijziging van de samenstelling
van de kamers der hoven van beroep.**

Voor-ontwerp.

ARTIKEL ÉÉN. — De artikelen 80, 82, 84 en 85 der wet van 18 Juni 1869 op de rechterlijke inrichting zijn door de volgende bepalingen vervangen :

ART. 80. — Het Hof van beroep te Brussel is verdeeld in twaalf kamers. De negen eerste kamers nemen kennis van de burgerlijke zaken; de drie laatste van de boetstraffelijke zaken.

Het Hof van beroep te Luik is verdeeld in zes kamers. De vier eerste kamers nemen kennis van de burgerlijke zaken; de twee laatste van de boetstraffelijke zaken.

Het Hof van beroep te Gent is verdeeld in vijf kamers. De drie eerste kamers nemen kennis van de burgerlijke zaken; de twee laatste van de boetstraffelijke zaken.

Door den eersten voorzitter van ieder Hof, worden bij bevelschrift, uitgevaardigd overeenkomstig artikel 194, ééne of meer boetstraffelijke kamers aangewezen om als kamer van inbeschuldigingstelling werkzaam te zijn.

ART. 82. — Elke kamer is samengesteld uit ten minste vier raadsheeren, de voorzitter daaronder begrepen, en uit één toegevoegd griffier.

Aan iedere der burgerlijke kamers is een advocaat generaal verbonden.

Ontwerp der Commissie.

ARTIKEL ÉÉN. — De artikelen 80, 82, 84 en 85 der wet van 18 Juni 1869 op de rechterlijke inrichting zijn door de volgende bepalingen vervangen :

ART. 80. — Het Hof van beroep te Brussel is verdeeld in elf kamers. De acht eerste kamers nemen kennis van de burgerlijke zaken; de drie laatste van de boetstraffelijke zaken.

Het Hof van beroep te Luik is verdeeld in zes kamers. De drie eerste kamers nemen kennis van de burgerlijke zaken; de drie laatste van de boetstraffelijke zaken.

Het Hof van beroep te Gent is verdeeld in vijf kamers. De twee eerste kamers nemen kennis van de burgerlijke zaken; de drie laatste van de boetstraffelijke zaken.

Door den eersten voorzitter van ieder Hof, worden bij bevelschrift, uitgevaardigd overeenkomstig artikel 194, ééne of meer kamers aangewezen om als kamer van inbeschuldigingstelling werkzaam te zijn.

De derde kamer van het Hof van beroep te Gent en de vierde kamer van het Hof van beroep te Luik nemen kennis, buiten de boetstraffelijke zaken, van de burgerlijke zaken, die haar overeenkomstig het eerste lid van artikel 81, door den eersten voorzitter zijn toebedeeld.

ART. 82. — Elke burgerlijke kamer is samengesteld uit ten minste vijf raadsheeren, de voorzitter daaronder begrepen, en uit een toegevoegd griffier.

In het Hof van beroep te Brussel, is de burgerlijke kamer, waarin de

Aan iedere der boetstraffelijke kamers is verbonden een advocaat generaal of een substituut-procureur des Konings.

ART. 84. — De Hoven van beroep mogen slechts vonnissen met het vast getal van drie raadsheeren, de voorzitter daaronder begrepen.

ART. 84^{bis}. — De Hoven van beroep nemen, buiten bijstand van het openbaar ministerie, kennis van de zaken die vóór hen gebracht worden krachtens het kieswetboek, de wet op de militie, alsmede van de zaken betrekking hebbende op het opmaken van de lijsten der kiezers voor de handelsrechtbanken en voor de werkrechtshraden.

eerste voorzitter gewoonlijk zetelt, samengesteld uit zes raadsheeren, dezemagistraatdaaronder begrepen, en uit een toegevoegd griffier.

De boetstraffelijke kamers zijn samengesteld uit ten minste drie raadsheeren, de voorzitterdaaronder begrepen, en uit een toegevoegd griffier.

Aan iedere kamer is een advocaat-generaal verbonden.

ART. 84. — De Hoven van beroep mogen slechts vonnissen met het vast getal van drie raadsheeren, de voorzitter daaronder begrepen.

ART. 84^{bis}. — De Hoven van beroep nemen, buiten bijstand van het openbaar ministerie, kennis van de zaken die vóór hen gebracht worden krachtens het kieswetboek en van de zaken betrekking hebbende op het opmaken van de lijsten der kiezers voor de handelsrechtbanken en voor de werkrechtshraden.

In al de andere zaken, waar het openbaar ministerie niet als hoofdpartij en als openbaar aanklager optreedt, wordt de zaak door het Hof van beroep aan het openbaar ministerie medegedeeld, die mondeling een gemotiveerd advies ter terechtzitting uitbrengt binnen uiterlijk veertien dagen na het sluiten van de debatten.

Een enkel raadsheer behandelt de zaken die vóór het Hof van beroep gebracht worden krachtens het kieswetboek, alsmede de zaken betrekking hebbende op het opmaken van de lijsten der kiezers voor de handelsrechtbanken en voor de werkrechtshraden.

Deze zaken worden, in de orde waarin zij ingekomen zijn, achtereenvolgens toegewezen aan ieder der magistraten, waaruit de verscheidene kamers bestaan, volgens den dienstouderdom van deze magistraten bij het hof. De eerste voorzitter mag, bij gemotiveerd bevelschrift, al de magistraten of enkele onder hen, die met den boetstraffelijken dienst belast of voor de

ART. 84^{ter}. — De zaken, waarvan de boetstraffelijke kamers of de kamers van inbeschuldigingstelling kennis zullen hebben te nemen, worden haar door den eersten voorzitter zoo toebedeeld dat de uitvoering verzekerd zij van artikel 17^{bis}, toegevoegd aan de wet van 3 Mei 1889 op het gebruik der Vlaamsche taal.

ART. 85. — De plechtige terechtzittingen ter kennisneming van de na cassatie verzonden zaken, worden, in ieder Hof van beroep, door de eerste kamer gehouden, waarbij de tweede kamer en de derde kamer zich voegen.

De vereenigde kamers worden voorgezeten door den eersten voorzitter en mogen slechts vonnissen met het vast getal van negen raadsheeren, de voorzitter daaronder begrepen.

ART. 2. — De wetsbepalingen, de splitsing van de kamers der Hoven van beroep in afdeelingen betreffende, zijn ingetrokken. Dit geldt

assisen aangewezen zijn, vrijstellen van de behandeling der kieszaken. De zaken, die met elkaar in verband staan, waarvan de stukken of de rechtspleging gemeen zijn, of welke tot eenzelfde vraagstuk aanleiding geven, moeten, voor zoover mogelijk, worden toegewezen aan den magistraat die het eerst werd aangesproken, ten einde tegelijkertijd te worden behandeld.

De magistraat, die aangewezen is om van de zaak kennis te nemen, beveelt dat deze ter rolle ingeschreven worde, om op eene der eerstkomende terechtzittingen te worden bepleit.

De rol der te pleiten zaken wordt in de griffie van het Hof aangeplakt. Elke zaak, waarvoor een dag werd bepaald door den magistraat die ze moet beslechten, wordt dadelijk op die rol ingeschreven.

ART. 84^{ter}. — Zooals in het voorontwerp.

ART. 85. — De plechtige terechtzittingen ter kennisneming van de na cassatie verzonden zaken, zijn samengesteld, voor de Hoven te Brussel en Luik, uit de eerste kamer, waarbij om beurt de tweede kamer en de derde kamer zich voegen; voor het Hof te Gent, uit de twee burgerlijke kamers van dat Hof.

De vereenigde kamers worden voorgezeten door den eersten voorzitter en mogen slechts vonnissen met het vast getal van negen raadsheeren, de voorzitter daaronder begrepen.

ART. 2. — Zooals in het voorontwerp.

eveneens voor de bepalingen, bij wet van 4 September 1891 toegevoegd aan artikel 140 en aan het tweede lid van artikel 217 der wet van 18 Juni 1869 op de rechterlijke inrichting.

ART. 3. — Het getal der kamer-voorzitters is in het Hof van beroep te Brussel van acht tot twaalf, in het Hof van beroep te Luik van drie tot vijf en in het Hof van beroep te Gent van twee tot vier opgevoerd.

Bij ieder der Hoven van beroep te Brussel, Luik en Gent is eene nieuwe plaats van advocaat-generaal en bij het Hof van beroep te Brussel eene nieuwe plaats van substituut procureur-generaal opgericht.

ART. 3. — Het getal der kamer-voorzitters is in het Hof van beroep te Brussel van acht tot tien, in het Hof van beroep te Luik van drie tot vijf en in het Hof van beroep te Gent van twee tot vier opgevoerd.

In het Hof van beroep te Brussel is eene nieuwe plaats van raadsheer, bij ieder der Hoven van beroep te Brussel, Luik en Gent zijn twee nieuwe plaatsen van advocaat-generaal en bij het Hof van beroep te Brussel is eene nieuwe plaats van substituut procureur-generaal opgericht.

ART. 4. — De woorden « en de twee en vijftigste » zijn door de woorden « de twee en vijftigste en de drie en vijftigste » vervangen in artikel 70, derde lid, der wet van 18 Juni 1869, zooals dit werd gewijzigd bij wet van 17 Augustus 1903.

ART. 5. — Artikel 121 der wet van 18 Juni 1869 is door de volgende bepaling vervangen :

« Het ambt van openbaar ministerie wordt bij het Hof waargenomen door een procureur-generaal en drie advocaten-generaal. »

ART. 6. — De artikelen 103, 104, 105 en 106 der wet van 12 April 1894 zijn ingetrokken. Artikel 49^{ter} der wet op de militie, gewijzigd bij het eerste artikel der wet van 17 Mei 1910, is vervangen als volgt :

« De zaken worden, in de orde waarin zij ingekomen zijn, achtereenvolgens toegewezen aan ieder der kamers van het hof; de zaken, echter, die met elkaar in verband staan of waarvan de stukken of de rechtspleging gemeen zijn, of welke tot een zelfde vraagstuk aanleiding geven, mogen worden verzonden naar de kamer die het eerst was

| samengesproken, ten einde tegelijktijd te worden behandeld.

| De voorzitter van de kamer en...
(het overige zooals in artikel 49^{ter}).

De Verslaggever,

R. CHARLES.

De Voorzitter,

P. VAN ISEGHEM.

De Secretaris,

CH. DE LANNOY.

